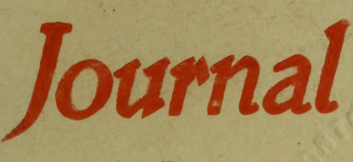
Fascicule N° 17

Prix : UN franc

Majoration temporaire :
20 0/0



d'un

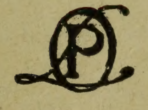
Bourgeois de PARIS

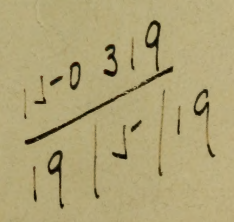
pendant

LA GUERRE DE 1914

par

GEORGES OHNET





SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS LITTÉRAIRES & ARTISTIQUES
50, Chaussée d'Antin, PARIS

JOURNAL

d'un Bourgeois de Paris

PENDANT

LA GUERRE DE 1914-1918

Fascicule XVII

On savait bien que l'espionnage allemand s'exerçait en France avec une intensité extrême. Cependant on ne pouvait prévoir qu'une telle complicité pût être rencontrée parmi des Français, au profit de nos ennemis. Mais des Duval, des Bolo, des Almereyda sont-ils des Français ? L'Almereyda est un caméléon qui a déjà changé plusieurs fois de couleur, au gré de ses intérêts, et qui a fortement trempé dans l'anarchie. L'affaire du chèque Duval, portée à la tribune du Sénat par Clemenceau, est demeurée inexpliquée. M. Ribot a mis une sourdine à sa voix pour en parler. Et chaque fois qu'un curieux interrogeait, un chut, discret et réprobateur de toute investigation, arrêtait la question. Il y a là de la pourriture qu'il faut

extirper, brûler, assainir. Je n'en parle que pour montrer à quels procédés recourent les Allemands pour travailler l'opinion et la tourner à leur avantage. . .

Ce qu'ils ont fait en France, n'est pourtant rien à côté de ce qu'ils ont trafiqué en Russie. Là, dans ce pays de la vénalité, l'or a coulé à flots, pour rémunérer les trahisons. Tout ce qui a pu être acheté, et qu'est-ce qui ne l'était pas? a été payé par les Lénine, Grimm et Compagnie. Une femme Semennenson avait un compte, à la Banque d'Azow-Don, de douze cent cinquante mille roubles par semaine, pour acheter des traîtres. Et tout le monde s'est mis à trahir. Les soldats n'ont plus voulu obéir à leurs chefs, et ont passé en corps, drapeaux en tête, à l'ennemi. Cronstadt s'est soulevé avec la flotte, et l'or allemand a fait encore là son œuvre d'infamie. Les choses ont été si loin que les rêveurs du Soviet ont dû revenir sur la terre, et donner à Kerensky des pouvoirs dictatoriaux.

Mais le mal était fait. L'armée russe démoralisée, sans discipline, trahie par elle-même, était enfoncée, bousculée et obligée d'abandonner la Galicie. Tarnopol pris, Stanislau en flammes, le Sereth repassé, Colomea aban-

donné. Un désastre. Et tout cela fait à coup d'argent. Je ne dis pas ce que je pense des Russes, par respect pour l'admirable Broussilof, qui doit être au désespoir. Mais Kerensky a le devoir de revenir aux avant-postes, non pas avec l'échafaud, comme faisaient nos commissaires aux armées en 93, mais avec de belles potences, et, sans pitié, de brancher devant le front des troupes, tous les traîtres et tous les lâches. Si l'armée russe recule, qu'elle laisse sa route jalonnée par les gibets. Voilà comment il faut entendre le salut public, aux heures de péril national. C'est ainsi qu'ont fait nos pères. Et c'est dans des flots de sang qu'ils ont réussi à implanter la Liberté.

*
* *

Le Pape vient d'adresser au monde un message pour réclamer la fin des hostilités et le rétablissement de la paix. Les libres penseurs et les catholiques seront unanimes en France, pour regretter que le Saint-Père ait tenu la balance égale entre les bourreaux et les victimes et ait traité, avec la même tendresse, les assassins des prêtres belges, les incendiaires de Reims et les

loyaux soldats de la Marne et de Verdun. Le Pape est dans la main de l'Autriche, de l'Espagne jésuitique, et des cardinaux italiens. Son message a causé en France beaucoup d'étonnement, un peu d'indignation. Il ne faudrait pas qu'il commît encore une erreur de ce genre. La France se souviendrait que, même sous Louis XIV, elle n'a jamais permis à la Papauté de se mêler de ses affaires. La religion est une chose. La politique en est une autre. Le Pape, en matière politique, cesse d'être infaillible.

*
* *

Verdun est de nouveau libéré de l'étreinte allemande. Le général Guillaumat, par une offensive irrésistible, vient de reprendre le Mort-Homme, la cote 304 et de repousser l'ennemi jusqu'au pied de Montfaucon, d'où il était parti en février 1916 pour prendre la citadelle de l'Est, pilier de la défense française. Grand événement, avant-coureur de la retraite en Belgique. Que Montfaucon soit pris, et c'est le repli sur Mézières et tout le front allemand déplacé.

*
* *

Le canon de Heeringen, bombardeur de Reims, continue à tonner, couvrant de ses obus incendiaires la ville en ruine et la cathédrale mutilée. Les cloches de Saint-Pierre, à Rome, font écho à la noire canonnade, en sonnant l'angelus de la Paix. Saint-Père devant qui les âmes chrétiennes se soumettent avec une respectueuse obéissance, l'oreille française s'inquiète de la formidable dissonance de ces cloches et de ce canon. Vos fils fidèles, s'étonnent de votre sérénité devant leurs infortunes. Si vous leur aviez donné des directions morales, coûte que coûte, ils les auraient suivies. Le passé répond pour eux. Lorsque Pie X, votre prédécesseur, refusant les cultuelles, jeta au clergé de France, l'ordre décisif : « Mes fils, allez à la pauvreté, » il fut obéi. L'église depuis ce jour est dans la misère, et la supporte glorieusement. Mais aujourd'hui, vous dites à vos fils de France : Acceptez la défaite, quand vous sentez, dans vos drapeaux, le vent de la victoire. Cette fois, Saint-Père, il ne s'agit pas de notre foi, il s'agit de notre

patrie. Consultez votre souveraine sagesse. Pouvons-nous obéir?

Non! nous ne le pouvons pas, et c'est pour nous une douleur profonde. Comment nous avez-vous placés dans cette alternative, ou de ne pas suivre notre pasteur, ou d'abandonner tous nos rêves de relèvement? Nous vivons, depuis quarante-cinq ans, dans l'attente de ce jour magnifique qui devra restaurer la France dans son intégrité physique et sa splendeur morale. Et lorsque, au prix des plus durs efforts, des plus sanglants sacrifices, nous touchons au but, vous nous dites de votre voix toujours écoutée : « Suspendez vos coups, abaissez vos armes, oubliez les violences qui vous ont été faites, pardonnez à vos agresseurs, tendez la main à vos bourreaux, et que désormais la paix règne sur la terre. »

Elle ne peut régner, Saint-Père, que si nous sommes victorieux. Vous avez été mal renseigné par un entourage hostile à notre cause. Votre clairvoyance infaillible, dans le domaine moral, a été obscurcie par les raisons politiques. L'intrigue a jeté ses nuages entre la vérité et vos regards. On vous a montré l'égalité entre les belligérants, et vous avez pu les peser du même poids dans les balances de votre justice. C'était

trop nous demander que de vouloir nous faire accepter un jugement qui ne marquait pas de différence entre les bourreaux et les victimes. Nous resterons sourds à vos exhortations. L'heure de la paix n'est pas encore venue. Le canon, sans répit, sonne l'heure de la bataille.

*
* *

Et la bataille fait rage. Les Anglais dans les Flandres pour la prise de Lens, en liaison avec l'armée du général Anthoine, les Italiens sur l'Isonzo où ils viennent de remporter à Monte-Santo, une victoire éclatante qui leur ouvre la route de Trieste. Et nos braves soldats sur le plateau des Dames, et à Verdun, dans des actions splendides qui jettent le Kronprinz dans un désordre qui lui coûte ses meilleurs soldats, du matériel, des provisions et le gain laborieux de six mois de luttes meurtrières, au Mort-Homme et sur Douaumont. A l'heure présente les six cent mille hommes qui sont tombés sûr les hauts de Meuse pour essayer de prendre Verdun, ont été sacrifiés en pure perte.

Le bois des Caures où, en février 1916, le brave Driant fut frappé au milieu de ses chasseurs,

et où il dort sous la terre, est retombé en notre pouvoir. Demain nous allons avoir dépassé Ornes, d'où l'attaque terrible s'est déclanchée, et Brabant et Hautmont. Nous allons, par un grand mouvement tournant de notre droite, menacer Montfaucon d'enveloppement. Et si nous arrivons à déloger les Allemands de cette position dominante, cette fois l'Argonne sera à nous, et il faudra que l'ennemi se replie vers la frontière belge. De proche en proche, ce sera la retraite, et von Kluck verra, contrairement à ses affirmations, les Français rentrer à Vouziers... Encore un effort de l'armée Guillaumat, et Reims sera délivré du noir bombardeur Heeringen, et les poilus de Moronvilliers pourront pousser vers Laon et Mézières. L'heure approche des résultats décisifs et c'est bien pourquoi l'agitation pacifiste des Allemands redouble, et cherche partout, en Europe, chez le Pape, auprès des Soviets, et dans le parti socialiste unifié, comme chez les travaillistes anglais, à fomenter des dissensions, afin de pouvoir annihiler nos efforts communs pour la victoire. Mais l'hypocrisie teutonne est, à présent, percée à jour. Nous savons ce que nous devons attendre de ces lâches et insolents adversaires. En même temps qu'ils mitraillent

nos blessés et nos infirmières dans nos hôpitaux du front, ils prodiguent les assurances de bon vouloir à nos internationalistes impénitents. Ils sont affolés à la fois par la crainte et la rage. Ils ont raison de craindre. Le châtiment est proche.

*
* *

La trahison des Russes aura prolongé la guerre d'un an. Mais elle n'en changera pas le résultat. L'univers entier, révolté par l'infamie germanique, s'est soulevé dans un formidable mouvement de réprobation. Seule l'Espagne, de tous les neutres indépendants qui sont en Europe, n'a pas éprouvé la nausée de l'ignominie allemande. Elle a failli en avoir une révolution, ce qui est la maladie des peuples. Et Alphonse XIII sent vaciller son trône sapé par les intrigues cléricales et teutonnes. Ah ! ce n'est pas une sinécure de résister au mouvement d'horreur des masses populaires en présence des crimes d'un peuple de bandits. Les Espagnols ne s'y sont pas trompés. Ils savent bien de quel côté est le bon droit, et quels sont les criminels. L'Etat-major, qui ne

nous pardonnera jamais l'aisance avec laquelle nous avons conquis le Maroc, et le clergé qui nous a voué une haine de Basile, ont beau se raidir en faveur des Empires du centre. C'est vers la France que le généreux peuple espagnol, tend les mains. Et Alphonse XIII avec lui, qui est peuple, dans la circonstance, et qui partage la manière de voir du dernier *majo* de son royaume. Les Allemands, en vain, répandront les millions, pour corrompre l'opinion publique, les Espagnols résisteront à ces manœuvres. Le droit porte en lui, malgré tout, une vertu incoercible et qui finit toujours par triompher. Rien ne prévaudra contre lui. La Grèce, trompée et dévoyée par Constantin, s'est reprise, et tout entière marche avec Venizelos contre le Bulgare et le Turc alliés au Teuton. On sait aujourd'hui à quel prix l'ex-roi, avait vendu la Grèce et consenti à trahir la Serbie. Ce fut vraiment pour un misérable batchich de soixante-quinze millions. Voilà ce qu'a rapporté à Constantin la livraison des forts du Rupel, la défection d'un corps d'armée, l'honneur de celui qui le commandait, et l'invasion du sol de la patrie par l'ennemi héréditaire. Pas même cent millions! C'est vraiment pour rien! Et les trente deniers de Judas étaient un meilleur prix.

*
* *

Kerensky sait maintenant que lorsqu'on a ouvert la porte de la cage où sont enfermées les bêtes fauves, il est très difficile de les faire rentrer, et de pousser le verrou. La persuasion, l'éloquence, les larmes, l'objurgation n'y suffisent pas. Il y faut le knout et le sabre. Le moment approche du pronunciamiento nécessaire, commandé par Korniloff au nom du salut public. La Patrie a été déclarée en danger, et les Soviets continuent à palabrer, à discuter, à fumer et à faire la nique aux lois. L'entrée des grenadiers s'impose, pour jeter ces gaillards-là par les fenêtres, dans une de ces opérations de police, un peu rudes, qui sont les opérations chirurgicales dont dépend la vie des nations malades.

Allons! Kerensky, assez de paroles, des actes. Êtes-vous un homme ou un enfileur de phrases à la Tolstoï? Effacez, d'un grand geste, ces visions humanitaires, chassez la pitié vers le ciel. Elle n'a plus rien à faire sur la terre. Il faut laver dans le sang la pourriture russe. Ou bien c'est la mort! Une âme de diamant, aussi

tranchante et aussi dure, doit commander à toutes vos résolutions. Vous n'avez plus le droit d'hésiter, ou bien la Patrie succombe. Tout doit être subordonné au salut de la Patrie. Fusillez tous les déserteurs, pendez tous les fauteurs de troubles, soyez un bourreau, comme le fut Danton, aux massacres de Septembre. Mais sauvez la Russie de l'anarchie et du démembrement. Il faut un grand courage pour s'exposer à passer pour un monstre, au regard de l'Histoire, quand on a un cœur compatissant pour l'humanité, et brûlant d'amour pour ses concitoyens. Mais qu'importe la renommée à celui qui sait que ses actes sont héroïques. Un Curtius, qui se jette à l'abîme, se préoccupe-t-il de savoir ce qu'on pensera de son sublime dévouement et si l'on ne dira pas de lui qu'il fut un fou? Brutus, condamnant son propre fils à mort, avait-il d'autre souci que la grandeur de Rome ? Quand Horace s'écriait : qu'il mourût ! il s'oubliait lui-même, pour ne penser qu'à sa Patrie. C'est le propre des grandes âmes de tout sacrifier au bien public. Kerensky, l'heure est venue de faire le suprême sacrifice, et de passer pour un tyran afin de sauver tout un peuple.

*
* *

Le Congrès de Moscou, où toutes les opinions des divers partis russes viennent de se produire, a fini en queue de poisson. Ces braves gens-là ne savent pas ce qu'ils veulent, mais ils le veulent avec une ardeur extraordinaire. La Russie est en ce moment la proie de l'anarchie et le déplorable décret qui a dispensé l'armée d'obéir à ses chefs, et qui fut le point de départ de la Révolution, en même temps que sa raison d'être, coûtera cher à nos alliés et à nous-mêmes. S'il n'y avait que nos alliés, je passerais volontiers condamnation. Mais il y a nous, c'est-à-dire les Anglais, les Italiens, les Serbes, les Belges, tous ceux qui sont entrés, à la suite de la Russie, dans cette horrible guerre. Et la désinvolture avec laquelle ces Slaves cessent de combattre, au milieu de la bataille, n'est pas pour nous inspirer de sympathie. Ils ne comprennent pas que pour se débarrasser du tsarisme, ils vont se jeter sous la botte du kaiserisme. Sachant les actes héroïques que les Français accomplissent depuis trois ans, pour défendre leur liberté et l'indépendance du

monde, il faut qu'ils aient bien peu de cœur, pour se sauver devant les Allemands.

*
* *

Pendant ce temps-là, les Anglais dans les boues de Flandre, combattent, comme les Français sur les côtes de l'Aisne, et les Italiens sur l'Isonzo. Partout, l'avantage se prononce en leur faveur. Haig a battu Ruprecht de Bavière ; Micheler a battu le kronprinz, et Cadorna a battu Boroevic, aidé de Conrad de Hentzerdorff. Partout, l'initiative de l'offensive est aux Alliés, et l'Allemand ne réagit plus avec la même énergie. Hindenburg, pressé sur tous les fronts, ne peut se dégarnir sur aucun, et ses divisions fondent dans l'enfer tonnant des formidables artilleries. Que l'Amérique nous envoie ses hommes, et la défection lamentable des Russes sera compensée.

*
* *

Triste destinée que celle de ce tsar Nicolas, il y a six mois le plus puissant prince de la

terre, Empereur et Pape de cent soixante-douze millions d'hommes, et aujourd'hui errant, captif, gardé à vue par ceux-là mêmes qui le saluaient de leurs acclamations, au passage, lorsque, dans les revues, les fanfares sonnaient, les drapeaux s'inclinaient au milieu de l'étincellement des armes.

Triste triomphe remporté par ce peuple rebellé contre un souverain qui ne fut pas un tyran, et qui, par trop de faiblesse, laissa son entourage s'emparer du pouvoir et conduire l'Empire à la catastrophe où l'État vient de sombrer, et où la Russie, tout entière, risque de périr.

Triste aventure pour l'Alliance, qui devait compter sur le concours des combattants du front oriental et qui ne trouve que faiblesse là où elle s'attendait à recevoir une aide puissante, et voit refluer vers elle tous les corps d'armée que Hindenburg retire de Galicie et de Bukovine pour les jeter sur le Carso et dans les plaines de Flandre.

Enlevé de son cher palais de Tsarskoïé-Sélo, Nicolas, tombé au rang de colonel et devenu « monsieur Romanof », comme Louis XVI fut le citoyen Capet, s'en va, avec sa famille, par le lent Transsibérien, vers la petite et misérable ville de Tobolsk. C'est là, dans le palais du

gouverneur, avec un maigre jardin pour toute promenade, qu'il devra vivre, après n'avoir connu, pour limite à son caprice, que les frontières lointaines de l'Empire, glaces d'Arkhangel, ou rochers brûlés du Caucase. Plus d'officiers pour répondre au moindre signe de sa main; plus de courtisans pour lui affirmer la prospérité des peuples et la bonne marche des affaires; plus de ministres pour trahir. Et Protopof n'est plus là, avec sa faconde de magnétiseur qui fait tourner les tables, écrire les crayons, et qui évoque l'âme de Pierre le Grand, dans le pied des chaises, pour donner des conseils à son successeur.

Le jour où Raspoutine est tombé sous la balle de Youssoupof, la fortune des Romanof s'est effondrée. Leur étoile a disparu du ciel. Et la fière et tranchante Hessoise, qui n'avait pu se résigner à se faire une âme russe et qui poussait son impérial époux sur le chemin de l'Allemagne, est tombée du trône pour toujours. Accompagnée de ses filles, maladives et tristes, de son petit Tsarevitch, dolent et faible, elle est en Sibérie, où tant de pauvres hères furent envoyés qui n'étaient coupables que d'avoir rêvé la liberté. Sous le ciel bas et gris, dans la monotonie d'une existence provinciale, ces

puissants d'hier vont vivre avec d'écrasants regrets. Et tout dans cette catastrophe est si vertigineux qu'on a peine à en mesurer les conséquences et l'étendue.

Cependant, lorsque le colonel Romanof, à Kerensky qui l'accompagnait jusqu'au train préparé pour l'exil, demanda : « Reverrai-je mon cher Tsarskoïé-Sélo ? » le dictateur évita de répondre. Dans sa pensée, il mesurait, sans doute, la courbe formidable de la destinée de l'impérial captif qu'il poussait vers la Sibérie, où il avait si bien risqué d'aller lui-même. Et si un peu de philosophie se mêlait au fatalisme révolutionnaire qui l'emporte vers des destinées inconnues, Kerensky aurait pu se sentir troublé devant une si grande infortune et se demander si elle était complètement méritée...

Le Tsar responsable des tares de tout un régime est un homme bon, simple, indulgent, et qui aurait fait, placé dans une autre condition, un père de famille modèle. Il n'est pas sûr que, dans sa médiocre résidence de Tobolsk, il ne se reprenne pas à vivre une vie calme et douce au milieu de ses enfants, en cultivant des fleurs. Candide, imbu des préceptes du philosophe Martin, finit par être très heureux en bêchant son jardin. Il avait eu de

terribles aventures, mais son optimisme lui permit de les oublier. Une tête qui porta la tiare d'Ivan le Terrible peut-elle se courber vers le sol, en arrosant une plate-bande ou en émondant une corbeille de rosiers? Retrouve-t-elle le calme en se débarrassant de ses rêves de conquêtes et de gloire? Avoir entrevu, à l'horizon, Constantinople conquis et les détroits libres, pour se voir dans l'isba du gouverneur d'une petite ville perdue, et sans avenir, sans espoir autre qu'une fin tranquille dans un coin de province morne et silencieux!

Lorsque le roi de France, enfermé au Temple avec sa femme, sa sœur et ses enfants, attendait l'arrêt qui allait le conduire à l'échafaud, il tombait en roi. La France, ayant à frapper son souverain, le touchait à la tête, et, en même temps que la couronne, abattait le front qui la portait. Les temps sont changés. Les révolutions s'adoucissent. Les souverains sont destitués, comme des préfets; pour un peu on les mettrait à la retraite. Et en même temps que l'appareil tragique et sanglant au milieu duquel disparaissait un Charles Ier, la grandeur de ceux qui sont frappés disparaît et s'efface. Un Napoléon, debout sur son rocher de Saint-Hélène, est la plus haute victime qu'on ait con-

templée depuis le Golgotha. Et s'il n'avait pas eu ce crucifiement, sa grandeur eût été incomplète. La mise à pied du Tsar de toutes les Russies porte un coup terrible à toutes les autocraties. Peut-être Guillaume ferait-il bien de méditer sur cette sortie lamentable, et aussi son jeune compère Charles d'Autriche. Et enfin Ferdinand le félon, tsar de Bulgarie, et mieux que Mascarille « *fourbum imperator* ». La formidable canonnade ébranle tous les trônes et, seuls, il semble que les Princes qui vivent, souverains, au milieu des démocraties, aient des chances de conserver leur couronne après la guerre.

*
* *

Nous venons de découvrir le pot aux roses. Depuis quelques mois, une campagne de démoralisation avait été entreprise dans la presse française, qui se traduisait par des propositions de paix bâclée et par des propagandes défaitistes, qui ébranlaient la solidité de nos troupes, et redoublaient les gémissements des trembleurs de l'arrière. On pressentait qu'il y avait dans cette campagne des dessous allemands. On les

devinait, on ne les découvrait pas. La mainmise sur le Duval, l'Almereyda, le Marion et le Golsky, a fait apparaître en pleine lumière la tractation des espions avec les corrupteurs allemands. Les chèques payés au *Bonnet Rouge* par le banquier Marx, de Mannheim, ont été saisis, et l'indulgence rencontrée par les traîtres, auprès des pouvoirs publics, et particulièrement au ministère de l'Intérieur, et au ministère de la Guerre, a amené une crise ministérielle. M. Leymarie, ancien chef du cabinet de M. Malvy, le chef du 2me Bureau du ministère de la Guerre, révoqué l'un, blâmé l'autre, et c'est bien peu qu'un blâme, ont été rendus responsables des très graves fautes commises. Mais c'était insuffisant. Et le ministre de l'Intérieur lui-même, M. Malvy, a dû résigner ses fonctions. Depuis plusieurs mois, il était pris à partie, tant au Sénat, que dans la presse, par M. Clemenceau qui avait, dès longtemps, des renséignements sur les voyages de Duval et d'Almereyda en Suisse et en Espagne. Il avait, il y a trois mois, averti M. Ribot des très graves responsabilités qu'il assumait en maintenant M. Malvy à la tête de son ministère. Mais le chef du cabinet, aveuglé sur les mérites de son collaborateur, avait refusé de se séparer de lui.

Aujourd'hui, il a fallu, sous la pression des événements, se décider à débarquer le protecteur d'Almereyda. Le lacet avec lequel le détenu de Fresnes a réussi à s'étrangler, a, du même coup, jugulé le cabinet. M. Malvy succombe sous le poids de responsabilités qui ne sont pas les siennes, mais celles de son parti. C'est ainsi qu'un Vigo, condamné pour vol, et devenu directeur de journal sous le nom d'Almereyda, tutoie le ministre de l'Intérieur, et peut le compromettre par ses louches entreprises. M. Malvy est un honnête homme, qui tombe victime de scélérats. Mais il avait tort de leur donner la main, de les ménager. Quand on arrive au pouvoir il faut savoir couper sa queue. Du moins, c'était ce que disait Gambetta, qui avait fréquenté toute la bohème du quartier Latin.

*
* *

Le Président Wilson a fait au message du Pape une réponse admirable. Ce président protestant d'une République, a parlé comme aurait dû le faire le vicaire de Jésus-Christ. Dans les circonstances actuelles, le Pape a été M. Wilson. C'est un désastre pour la chrétienté. Il est dit que ce

pauvre Benoît XV, avec les meilleures intentions du monde, n'arrivera qu'à des résultats déplorables. Voilà ce qu'un pasteur d'âmes, qui devrait se confiner dans le domaine purement immatériel, gagne à s'occuper de politique. On le discute, on le réfute et son autorité disparaît. A l'heure actuelle, l'opinion du successeur de saint Pierre n'a pas plus de poids que celle d'un curé de campagne. Quant au Président Wilson, sa personnalité grandit, s'épure, s'ennoblit tous les jours. Il devient, au milieu de ce chaos politique et militaire, la grande figure qui dominera les événements. Il sera le saint Georges terrassant le féroce et hideux dragon teuton. Et la guerre se synthétisera dans la lutte de l'hypocrite, tortueux et sanglant Guillaume et du pur, noble et généreux Wilson. Depuis Washington, les État-Unis n'ont pas connu d'esprit plus élevé et de plus pure vertu.

*
* *

Cadorna fait des progrès immenses sur l'Isonzo. Il a conduit sa bataille en grand général. Il va, s'il a un peu de bonheur, s'ouvrir la route de Laybach qui conduit à Vienne. C'est par là que

Bonaparte s'apprêtait à marcher sur Vienne, lorsque les Autrichiens s'avouèrent vaincus. Cadorna peut suivre la même route, et forcer la vieille Autriche à demander grâce à la jeune Italie. Il vient de mettre cent mille hommes hors de combat. Et si les Russes faisaient leur devoir, la guerre entrerait dans sa phase dernière. Mais ces malheureux, livrés à eux-mêmes, débarrassés des lisières d'un commandement autocratique, sont tombés dans un désordre inexprimable. On croit rêver quand on applique son esprit à la décomposition morale et physique de la Russie. On dirait un faisceau dont l'attache étant rompue, tous les fragments se sont séparés et restent épars, sans forme, sans couleur, sans valeur. Ce qui était, hier, un ensemble n'est plus, aujourd'hui, que des débris C'est effrayant et incompréhensible. Les Finlandais s'en vont d'un côté, les Ukrainiens d'un autre. La Courlande ne veut plus connaître la Volhynie qui se sépare de la Pologne. La Sibérie ne sait peut-être pas encore ce qui se passe à Petrograd, et les gens de Bakou continuent à croire que le Tsar règne toujours. Cependant Tchereschenko et Kerensky déjà suspects n'obtiennent pas le rétablissement de la peine capitale, sur la demande de Korniloff, qui voit

mourir d'indiscipline son armée livrée à l'anarchie. Et les comités de soldats et d'ouvriers, continuent à faire la loi au gouvernement provisoire. Jamais Révolution ne s'est suicidée d'une façon aussi prompte et aussi délibérée. Quelle leçon pour les autres peuples ! Ils fuient ! Ils ne savent plus que fuir, ceux qui se sont fait tuer sur l'ordre de Broussiloff, pour empêcher les Allemands d'avancer, alors qu'ils n'avaient même pas d'armes pour se défendre. Ils fuient, à présent qu'ils ont des fusils, des canons, des munitions. Ils fuient parce qu'on leur a dit qu'ils avaient le droit de ne plus obéir. Et la discipline, en une heure, a disparu, détruite par le fameux Prikase qui permettait aux troupes de discuter les ordres de leurs chefs. Dès qu'on eut décrété que les soldats auraient le droit de se battre ou de ne pas se battre, suivant qu'ils le jugeraient utile, il n'y a plus eu d'armée.

Aujourd'hui Korniloff demande par la voix de Kerensky, de Tchereschenko, de Tzeretelli que la peine de mort soit rétablie dans les camps pour punir les déserteurs, les traîtres et les espions. Et les Soviets ricanent, et refusent. Amis russes, gare ! Tout ceci est gros d'une réaction formidable. Vous ne voulez pas fusiller les fortes têtes qui font abandonner les

positions aux régiments, avant même que l'ennemi les attaque. Vous refusez les sanctions demandées par Korniloff. Ces braves gens, ce soldat sans arrière-pensée, ne vous inspirent pas assez de confiance pour leur donner ce blanc-seing momentané. Cela vous coûtera des flots de sang. La Russie sera couverte de gibets. Tout ce qui aura triomphé pendant la période révolutionnaire, tous ceux qui seront devenus les maîtres de l'heure tragique où la Russie fut livrée à l'Allemand, vainqueur sans gloire, lâche profiteur d'une anarchie imbécile, seront victimes d'un tyran impitoyable, mais nécessaire. Quel sera-t-il, ce formidable inconnu? Il est, à l'heure présente, entouré d'ombre. Il se prépare, comme un noir orage, à l'horizon. Mais ne doutez pas qu'il soit déjà en marche, pour sauver ce grand peuple d'un désastre immérité. La lâcheté de son armée ne peut pas conduire la Russie à une captivité désastreuse, sous le joug allemand. Le monde ne le permettrait pas et sauverait la Russie d'elle-même. Mais un dictateur sortira de la révolution et remettra chaque chose à sa place. La tentative d'émancipation russe aura avorté. Il sera évident que le moujik n'est pas encore prêt pour la liberté. Il lui faut encore cinquante ans de knout. Dans

cinquante ans, avec beaucoup de chemins de fer et d'écoles, on verra.

*
* *

La barrière de la Dwina, qui avait résisté pendant deux ans à la poussée allemande vers Riga et la Livonie, est forcée. Les troupes qui la défendaient, ont fui, et les bandes de Hindenburg, le grand enfonceur de portes ouvertes, se sont emparées de Riga après l'avoir copieusement bombardée, pour le plaisir, car la ville n'était pas défendue. C'est un désastre pour la Russie. Le grand entrepôt, qui alimentait les armées du Nord, est aux mains de l'ennemi. Voilà Petrograd à la merci des Teutons. Si la fantaisie prend à Guillaume d'y entrer au son des cloches, et de défiler sur la perspective Newski, avec sa garde au pas de parade, dit de l'oie, ce ne sont pas les marais et les rivières, qui rendent la route de la capitale difficile, et qui arrêteraient le nouvel Alexandre, sur la route des conquêtes. Il est en Belgique, en France, en Serbie, en Roumanie, en Russie. Qui oserait lui résister? Presque rien. Une armée de poilus

qui, jour à jour, pied à pied, lui reprend le sol de la patrie française ; une troupe de tommys, soldats d'occasion, méprisable petite armée, qui bat consciencieusement le Ruprecht de Bavière. Une bande de joueurs de guitare italiens qui force les positions du Carso. Sur le front oriental ce n'est que gloire et triomphes. Mais du côté de l'Occident, se produisent de graves mécomptes. La correspondance de Nicolas et de Guillaume, en même temps qu'elle prouve les projets belliqueux de l'hypocrite Hohenzollern, démontre l'absence de fidélité de l'autocrate russe. Guillaume rêvait de nous contraindre à une domesticité militaire pour nous lancer contre l'Angleterre.

Et Nicolas ne disait pas non, quand son copain lui demandait de nous livrer à lui. Et nous ne nous sommes pas doutés un instant de ces échanges de pensées, de ces projets, de ces tractations, dont nous faisions l'objet. Nous basions notre sécurité sur l'alliance russe, et nous nous désarmions, en réduisant le service à une durée de deux ans, en diminuant les armements et en ne fabriquant pas de munitions. Jolie sécurité que celle dans laquelle nous nous endormions, et qui nous a procuré le réveil que l'on sait, et les déceptions que

l'on voit. Nous sommes entrés dans la guerre pour soutenir les Russes, et pour tenir nos engagements envers eux. Ils cessent de combattre, ils se mettent à bavarder comme de vieilles femmes, et pendant ce temps-là, l'Allemand prend Riga qui flambe, et à la lueur de ses incendies, la Russie peut lire son destin.

*
* *

Le pain de Paris, qui, pendant toute la première partie de l'année, avait été non seulement immangeable, mais encore nuisible à la santé, est devenu brusquement appétissant d'aspect, et supportable comme goût. De savants chimistes ont entrepris de trouver une formule de panification qui fût économique, agréable et nourrissante. Ils l'ont trouvée. On appelle ce pain, le pain français. La farine en est, paraît-il, traitée à l'eau de chaux, qui détruit l'aigreur des ferments et donne l'aspect séduisant à la pâte. Honneur donc au pain français, et puisse-t-il ne pas donner de l'entérite, comme le produit déplorable qui l'avait précédé.

*
* *

Après le Monte Santo, le Monte Gabriele est pris. Le général Cadorna conduit son armée à la victoire, et l'Italie est folle de joie. Nous sommes heureux des succès militaires de nos cousins d'au delà des Alpes. C'est la juste récompense de leur courage et de leur constance. Ils se sont jetés dans une guerre terrible, à l'heure la plus grave, et ils ont combattu pour le droit et la liberté. C'est le fait d'un grand peuple, qui a des origines magnifiques, de ne pas considérer ce qui est son intérêt, mais seulement ce qui est son devoir. L'Italie, à servir l'Allemagne ne risquait rien, et pouvait obtenir de grands avantages. Mais elle manquait à sa destinée. Elle tournait le dos à sa propre cause qui est celle de l'union des peuples de même sang. Se ranger du côté des empires centraux, c'était défendre les pillards et favoriser les brigands. Or, elle a été pillée et brigandée par l'Autriche, qui voulait recommencer avec la Serbie. L'Italie n'a pas hésité et s'est jetée dans la bagarre sachant qu'elle y risquait son existence. Mais avant elle,

la France et l'Angleterre lui avaient donné l'exemple. Elle sera magnifiquement récompensée de son héroïsme, au jour de la victoire. Mais les joies qu'elle éprouve à voir vaincre ses armées est un avant-goût des ivresses que lui promet l'avenir. Victor-Emmanuel III sera un grand Roi, dans l'histoire si riche en grandeur de l'Italie. Il ira de pair, avec le Galantuomo, son glorieux grand-père, le restaurateur de l'Unité italienne, complétée et affirmée par les soldats de Cadorna dans les champs du Trentin et sur les rives de l'Isonzo.

*
* *

Le mont San-Gabriele est un gros morceau. Il est attaqué furieusement par les Italiens, défendu avec rage par les Autrichiens. On nous a déjà annoncé qu'il était pris. Il ne l'est pas encore. On se bat, dessus, dessous, et autour. Il est entouré de fumée et de flammes comme un nouveau Sinaï. Les Italiens le prendront malgré la poussée autrichienne. Et c'est la route de Vienne, ou de Trieste, ouverte au choix. Trieste est un but plus rapproché, et bien tentant. Mais Vienne est le point vital où

il faut frapper. Si Cadorna est un grand chef, il va prendre la route de Bonaparte et marcher par Tarvis, vers le cœur de l'Autriche. Et pendant ce temps-là, les Russes continuent à fuir !

*
* *

Ces Allemands ont une chance dont ils ne sont pas dignes. A peine, à force d'héroïsme, remportons-nous quelques avantages sur le front occidental que le temps se gâte, la pluie tombe, rend les routes impraticables et fait des plaines un marécage. C'est la quatrième fois que ce fait se produit juste à point pour sortir nos ennemis d'embarras ! Je l'ai déjà noté, et je le ferai remarquer, chaque fois que cela se produira jusqu'à la fin des hostilités. En ce moment, au début du mois de septembre, alors qu'il devrait faire chaud et sec, la pluie tombe à flots, le brouillard enveloppe la terre et rend les opérations impossibles.

*
* *

Le ministère Ribot a démissionné. Généralement on lui reproche d'avoir trop parlé et pas

assez agi. Évidemment celui que Gustave Hervé appelle irrévérencieusement le « père » Ribot est un peu bavard. Comment en serait-il autrement d'un homme qui incarne le parlementaire. Le parlementaire par définition est un parleur. M. Ribot, toute sa vie, a parlé, bien parlé, inutilement parlé. C'est un moulin à paroles, mais il ne moud que du vent. Il nous faudrait Danton, en ce moment : de l'action, de l'action et encore de l'action! On nous donne Barnave : des phrases, des phrases et encore des phrases! Que peut-il sortir des consultations que le Président de la République va commencer? Le personnel ministrable est bien usé. Il ne nous reste, comme suprême réserve, que M. Briand. En dehors de lui, qui est un homme de valeur, il ne nous reste que des comparses.

Il faudrait profiter de ce que nous sommes en guerre, pour risquer une transformation de nos mœurs ministérielles, et, au lieu de prendre exclusivement des sénateurs et des députés, prendre hardiment des hommes compétents en dehors du Parlement. Un Loucheur et un Claveille sont autre chose qu'un pâle Viollette, un vague Clémentel, ou un incolore Metin. Que n'essaye-t-on de mettre un industriel aux travaux publics, un grand commerçant au com-

merce, un grand propriétaire à l'agriculture. Des compétences et, surtout, des hommes dégagés de toute attache de parti. Voilà déjà les socialistes qui se préoccupent de leur situation politique, comme s'il devrait être question, en ce moment, d'autre chose que de la France. M. Longuet subordonne tout à la résurrection de l'Internationale, qui est morte, comme chacun sait, le jour de la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France, et M. Renaudel interroge son parti pour savoir si le ministère doit compter un ou plusieurs socialistes. Pauvre pays, où les intérêts particuliers l'emportent sans cesse sur les intérêts généraux et qui se bat bravement pour assurer la puissance ou la fortune de ceux qui ne songent qu'à profiter de son héroïsme.

*
* *

Les neutres n'ont jamais montré des dispositions très favorables à l'Entente. Ils ont favorisé de toutes les manières le ravitaillement de l'Allemagne, jusqu'à se réduire, eux-mêmes, à la famine, à force de vendre toutes leurs denrées alimentaires à nos ennemis. Mais nous n'avions pas été jusqu'à prévoir qu'ils pourraient

nous trahir. C'est cependant ce que viennent de faire les Suédois. Ces bons Scandinaves faisaient passer à l'Allemagne les renseignements que M. von Luxbourg, ambassadeur en Argentine, donnait sur le mouvement des navires argentins, dont il favorisait ainsi le torpillage. Ceci est déjà bien. Mais il y a mieux : dans les dépêches de ce diplomate teuton, il était recommandé en cas de torpillage d'opérer « sans laisser de traces ». En bon français cela veut dire qu'il fallait couler l'équipage avec le bateau, pour qu'il n'y ait pas de réclamations après le coup fait. Il est probable que les Argentins, qui manifestaient une certaine prédilection pour le parti des Empires centraux, vont commencer à comprendre qu'ils ont mal orienté leur politique. Le « sans laisser de traces » recommandé par l'ambassadeur allemand leur donnera la mesure de la sympathie que méritent leurs favoris.

M. Lansing, ministre des États-Unis, qui a mis la main sur ce paquet de dépêches, les publie sans commentaires. Il a jugé inutile de souligner la cruauté et la fourberie allemandes. C'est toujours la même façon d'agir, hypocrite et barbare, qui a fini par révolter le monde entier. Les Suédois, qui continuent, en haine de la Russie à servir l'Allemagne, sauront ce qu'il en peut

coûter pour manquer aux devoirs de la neutralité. L'Amérique, qui tient, à l'heure présente, les preuves de leur duplicité, la leur fera payer cher, quand, au congrès, le compte de chaque nation sera réglé, suivant ce qu'elle aura montré de dévouement et de courage pour servir la cause de l'humanité.

La Suède, depuis le début des hostilités, a été un repaire de sous-marins. Ses côtes accidentées ont servi de refuge à tous les pirates de Teutonie. C'est dans ces fiords qu'ils allaient se reposer, se ravitailler, pour repartir plus ardents à leurs courses de destruction. Nous ne voulons, en ce moment, parler que des Suédois. Mais il y a d'autres neutres, qui ont joué, pour le compte de l'Allemagne, un rôle pareil. Tant qu'il ne s'est agi que de la généreuse Angleterre et de la frivole France, la responsabilité des neutres qui manquaient à leurs obligations a été très atténuée. Mais les États-Unis entendent d'une autre manière le respect des traités. Et quand il s'agit de s'exécuter, cette nation si correcte, si stricte, si formaliste exige la lettre en même temps que l'esprit. Dès lors la Suède va apprendre ce qu'il en coûte pour faire de la piraterie clandestine. Et l'Argentine, victime en cette affaire, saura, il faut l'espérer, apprécier à

leur juste valeur les procédés dont elle est victime. Elle a trop bien suivi l'exemple de l'Espagne. Il ne serait pas inutile que l'Espagne méditât sur ce qui vient d'arriver à l'Argentine

Il y a des leçons pour tout le monde, dans cette affaire-là.

*
* *

Les socialistes, avec une brutalité sans égale, viennent de recommencer, vis-à-vis de M. Ribot, la manœuvre par laquelle ils l'avaient repoussé et bafoué avant la guerre. Ils lui ont déclaré froidement qu'ils ne le voulaient plus comme chef du gouvernement et qu'ils ne traiteraient qu'avec son successeur. M. Ribot avec courage s'apprêtait à leur rompre en visière, pour répondre à leur insolence, lorsque M. Painlevé a jeté bas la combinaison en refusant d'entrer dans un cabinet qui ne serait pas soutenu par les socialistes. Ils sont 97 à la Chambre, nommés à la suite de pressions électorales sans exemple. Ils ne représentent qu'une minorité infime dans le pays, et ils prétendent tout régenter. L'union sacrée à laquelle se soumet le parti conservateur, est tout le secret de leur puissance. Ils abusent,

vis-à-vis de leurs adversaires, du patriotisme de ces adversaires mêmes qui savent que tout coup porté par eux frapperait la France au cœur. Voilà quelle besogne égoïste, dure, antifrançaise font les socialistes. On s'en souviendra en temps et lieu.

*
* *

La révolution russe, comme toutes les révolutions, était grosse d'un coup d'État. Le général Korniloff ayant posé quatre conditions au gouvernement provisoire, pour continuer à assumer la redoutable tâche de relever l'armée russe de ses défaillances, a vu repousser ses conditions. Jugeant l'acceptation de son programme intimement lié au salut de la Russie, il s'est fâché, et a pris la détermination de marcher sur Petrograd, avec une armée, dans l'intention non dissimulée de mettre les Soviets à la raison. Mettre les Soviets à la raison équivaut à les faire sauter par la fenêtre, à fermer la porte et à mettre la clef dans sa poche, pour qu'ils ne puissent pas rentrer et se réunir à nouveau.

Naturellement le gouvernement provisoire pris entre les Soviets et Korniloff ne sait à quel

saint se vouer. Les Soviets mettent Korniloff hors la loi. Le gouvernement provisoire se rend bien compte que l'anarchie n'a que trop duré, et que Kerensky parle plus qu'il n'agit. Nous croyions en France avoir le monopole du bavardage. Erreur! Les Russes parlent plus que nous, encore, et plus inutilement. La stupidité de nos chers alliés, eh oui! chers! n'est égalée que par leur prolixité. Ils bavardent comme les pies jacassent, interminablement, et sans résultat. Ce qu'ils peuvent émettre d'absurdités, en un jour, sans souffler, et presque à jet continu, est incroyable! Toute la vie de ce malheureux peuple s'est concentrée dans sa loquacité : il n'a plus de cerveau, plus de cœur, plus rien, qu'une langue! Mais comme il s'en sert! Il va être curieux d'assister à la lutte du canon contre la parole. Quel sera le plus meurtrier? Qui va l'emporter de Korniloff ou de Kerensky?

*
* *

Les lauriers des Soviets empêchent la Confédération générale du travail de dormir. Quoi! il y a en Europe des clubs qui font trembler le gouvernement, et ils sont russes! Que font donc

les révolutionnaires français à qui appartient le monopole des manifestations devant l'ennemi? Ils s'engourdissent dans des langueurs d'union sacrée, ils s'attardent à des patriotismes désintéressés? Et Malvy vient d'être débarqué du ministère? Quelle occasion de montrer que le prolétariat français n'a rien à apprendre du prolétariat russe, et qu'il sait, comme lui et même mieux, désorganiser la défense nationale. Et aussitôt de faire publier un manifeste pour menacer le gouvernement des foudres du parti socialiste, s'il continue à pactiser avec les réactionnaires pour trahir la République. Car le gouvernement actuel, c'est M. Jouhaux qui le déclare, trahit la République et verse dans la plus fangeuse réaction. Or la République sera sociale où elle ne sera pas.

Je ne voudrais pas contrister M. Jouhaux, mais je lui affirme que la République ne peut être que nationale, quand le pays tout entier est en armes pour se défendre contre l'invasion. Une voix qui s'élève pour crier, en ce moment, autre chose que : Vive la France! est la voix d'un traître, qu'il faut prendre au collet et jeter sur les bancs du Conseil de guerre. Et plus le personnage qui a commis l'acte de trahison, est important et plus la punition qu'il encourt doit être

sévère. Sous la première, en 93, quand les cœurs étaient purs et les âmes brûlantes, un manifeste comme celui de la C. G. T. commenté et aggravé par M. Jouhaux, aurait conduit ses auteurs et son commentateur à l'échafaud, dans les vingt-quatre heures. Des têtes plus hautes que celle de M. Jouhaux tombèrent pour de moindres crimes, et qu'est-ce que ce petit secrétaire d'une faction prolétarienne, au regard d'un peuple qui, depuis trois ans, compte les héros par le nombre de ses soldats, et les grands citoyens par tous ceux qui, fonctionnaires, ministres, généraux, depuis le Président de la République jusqu'au maréchal Joffre, se sont dévoués au salut de la Patrie. Les menaces de la C. G. T. sont ridicules étant vaines. Pas un de ses membres n'oserait remuer seulement un doigt pour entraver la marche des affaires publiques. Il n'y a pas de Soviets en France, il ne saurait y en avoir, qu'on se le tienne pour dit, et surtout que le gouvernement fortement imbu de ses devoirs, n'hésite pas à coffrer le premier de ces messieurs qui s'avisera de bouger. Nous sommes en état de siège. Qu'on ne l'oublie pas et que le Conseil de guerre n'a pas pour habitude de badiner.

Dans nos petites églises des villages de

Seine-et-Oise, à l'occasion de la commémoration de la victoire de la Marne, les curés au prône ont demandé aux fidèles de prier pour le Pape, afin de le remercier de son intervention en faveur de la paix. Des voix ont murmuré, des voix de catholiques pratiquants, et même une personne, dans la foule, a protesté : Ah! non! par exemple! C'est la première fois, à ma connaissance, que pareil fait se produit dans une église, pour une cause semblable. Ceci donne la mesure du refroidissement des catholiques français à l'égard du Saint-Père. Dans le peuple, on dit, couramment, que le Pape Benoît XV est un Pape allemand. Je crains que le Denier de Saint-Pierre ne s'en ressente d'une sérieuse façon.

*
* *

Ne pouvant pas faire un nouveau moratorium de la chasse, le gouvernement s'est décidé à l'ouvrir. Il l'a fait de mauvaise grâce, tardivement, et comme à regret. Ouvrir la chasse le 16 septembre, quand, dans nos régions, on l'a toujours ouverte du 28 août au 5 septembre, c'est enlever aux chasseurs la moitié de leurs chances de réussite. Mais, n'est-ce pas? la

chasse qu'est-ce que la politique peut en tirer? Tout est là! Les politiciens ne voient la chasse qu'à travers les grands domaines et n'y découvrent que des privilèges aristocratiques. La question alimentaire leur échappe. Et c'est la seule qui soit intéressante. Le fait d'avoir mis les jours sans viande, le lundi et le mardi, ce qui arrête net la vente du gibier, témoigne déjà de l'ignorance ou de l'indifférence des pouvoirs publics. Il va arriver des milliers de kilos de gibier le lundi aux Halles. Pourra-t-on les vendre? Il faudrait s'en préoccuper. Chaque faisan vendu c'est un poulet épargné et que l'on retrouvera plus tard quand la chasse sera fermée. Il en va de tout ainsi : pour le lièvre, le chevreuil, le sanglier, le cerf et enfin l'innombrable lapin, nourriture saine, fortifiante et peu coûteuse. Mais il faut prévoir les arrivages et faciliter la vente de toutes ces bêtes qui ne peuvent attendre, sans dommage. Il y a un ministre de la Chasse, qui est, je crois celui, de l'Agriculture, qui a déjà à son actif d'avoir reculé l'ouverture jusqu'au 16. S'il ne s'arrange pas pour laisser vendre le gibier, alors à quoi sert-il? A être ministre et à trôner au Conseil, avec un beau portefeuille en maroquin? C'est suffisant pour lui, insuffisant pour la France.

* * *

Après l'échec de M. Ribot, nous avons l'échec de M. Painlevé. Deux fois de suite, les socialistes unifiés viennent de jeter bas le ministère constitué et prêt à paraître devant les Chambres. Apparemment les unifiés se considèrent comme les maîtres de la situation. Le ton que prenait M. Renaudel, dans l'*Humanité*, depuis quelque temps, donnait à penser que les unifiés ne connaissaient plus de frein, avaient oublié que nous sommes en guerre, et ne se préoccupaient plus que de ressusciter l'Internationale défunte.

Cette admirable internationale qui devait servir à garrotter la France, en cas de guerre avec l'Allemagne, en sabotant la mobilisation et en livrant notre pays à l'ennemi qui préparait son agression depuis quarante-cinq ans, aurait pour tâche aujourd'hui, reconstituée au Congrès de Stockholm, de procurer la paix blanche, la paix bienfaisante, la paix de salut à l'Allemagne. Or le gouvernement de M. Ribot a refusé l'autorisation d'aller à Stockholm, et les

unifiés ne peuvent pas le lui pardonner. C'est là l'unique raison de l'exclusive prononcée, par deux fois, contre M. Ribot, comme chef du gouvernement, et comme ministre des affaires étrangères. Les unifiés se vengent de leur Stockholm rentré.

Il est à supposer que la Chambre ne va pas accepter les audaces de ces Kienthaliens et autres Zimmerwaldiens, qui saboteraient la France pour être agréable à MM. Brizon et Longuet. Si l'on regardait de près aux actes de cette demi-douzaine d'unifiés, on découvrirait probablement de quoi les envoyer devant un Conseil de guerre. Ces gens-là respirent la trahison au point que, leurs compagnons qui, pour être des échauffés n'en sont pas moins d'honnêtes gens, comme fût le père Vaillant, et comme est encore M. Compère-Morel, protestent contre les défaillances de ces mauvais patriotes.

C'est un jeu bien dangereux, de causer des embarras politiques à son pays, dans des circonstances aussi graves que celles où nous nous trouvons. Les Russes tombés en décomposition viennent de sauver l'Allemagne que nous nous préparions à accabler. La fin de la guerre est retardée d'un an, et va se poursuivre dans des

atrocités grandissantes et sans cesse perfectionnées. Et c'est le moment que les unifiés choisissent pour ébranler le gouvernement, troubler le pays et affaiblir son esprit de résistance. C'est un crime qu'ils commettent, et ils n'en ont aucun souci. Ils sauront un jour ce qu'il en coûte de sacrifier sa patrie à son parti. On n'oubliera jamais la façon dont ils se seront comportés. La correction de leur attitude, au début de la guerre, sera oubliée. On comprendra que s'ils se sont tenus cois, c'est qu'ils avaient peur de gêner la défense française. A présent qu'ils n'ont plus à redouter de tomber sous la coupe des Prussiens et de recevoir la bastonnade, ils se redressent et font les turbulents. Qu'ils prennent garde d'exciter la colère française. Il pourrait leur en coûter cher.

*
* *

Les Italiens ont sauvé les Roumains. La bataille sur l'Isonzo qui a été si désastreuse pour les Autrichiens, a forcé Kœwess à amener des renforts pour dégager Borowicz. Et, du coup, Mackensen s'est arrêté. Ah! si les Russes ne nous avaient pas manqué, comme nous serions près de la fin des hostilités. Mais ces misé-

rables ont désorganisé notre plan de campagne par leur lâche désertion. L'offensive préparée pour le printemps a échoué et maintenant nous sommes obligés de recommencer sur de nouveaux frais tout ce que nous avions tenté en Flandres, en Champagne et à Verdun. Heureusement Cadorna avec sa belle victoire a tiré les Roumains, abandonnés par les Russes, des griffes de Mackensen. C'est une grande satisfaction pour nous. Si la Roumanie devait subir le sort de la Serbie et payer de son existence nationale le dévouement qu'elle a montré à notre cause, nous en aurions souffert comme d'un malheur personnel. Les Roumains sont nos amis de tout temps, presque nos frères. Et nous saurons leur accorder les compensations auxquelles leur héroïque conduite leur donne droit.

*
* *

Le ministère Painlevé est constitué. Les unifiés ayant déclaré qu'ils ne voulaient pas en faire partie, on les a pris au mot, et les voilà dehors. Ils ne l'ont pas volé. Leur jactance, leur brutalité, leur insolence, si la censure me le permet, je dirai leur muflerie, ont enfin trouvé leur récompense. Ces quatre-vingt-dix-

sept mauvais garçons qui faisaient du bruit comme trois cents et s'accordaient à eux-mêmes la même importance que s'ils avaient possédé la majorité, ont fini par se rendre insupportables à tout le monde. Ils feront bien de méditer sur ce qui leur arrive et de changer d'attitude. Le gouvernement ne sera pas toujours disposé à se laisser mettre tout le temps le poing sous le nez. Il résistera aux menaces, et on s'apercevra vite que le parti unifié a plus de turbulence que de puissance, et que toute majorité qui ne se laissera pas intimider par des criailleries aura vite raison de lui.

Il n'a jusqu'à présent fourni que des hommes d'un mérite plus que contestable. Le déplorable Sembat a désorganisé le service des transports pour toute la guerre, et on lui doit la crise du charbon. M. Albert Thomas a la fâcheuse affaire de Roanne, pour tout haut fait, et s'il y avait des sanctions, elle aurait pu lui causer du désagrément. Voilà de quoi, n'est-il pas vrai, assourdir tout le monde politique de récriminations et de menaces. Au lieu de M. Thomas, nous avons dans le nouveau ministère M. Barthou, pour qui l'ingratitude a été poussée à l'extrême. Car après avoir rendu à la France l'inappréciable service de faire voter la loi de trois ans,

contre vent et marée, il avait été écarté systématiquement, rageusement du ministère de défense nationale où sa place était marquée. Voilà une injustice réparée, et une recrue excellente pour le cabinet, car M. Barthou est un homme dont le talent est à la hauteur du caractère. Il y a de grandes chances pour que le ministère Painlevé ait une longue durée. Il a un chef inattaquable au point de vue de la conscience, et très énergique, quand il est libre de l'être. Il faut que l'opposition se mette bien dans l'esprit que le pays est excédé du spectacle des luttes d'intérêts. Il ne veut plus de serviteurs infidèles qui s'occupent à piller la maison, au lieu de la défendre. Les compétitions ambitieuses, les tactiques de parti ont fait leur temps. Il ne faut plus avoir que des préoccupations nationales. Tout ce qui ne sera pas prêt à se sacrifier pour le bien général, doit être brisé. Nous traversons une période tragique où la patrie est en danger. Rien ne doit compter que le salut public.

*
* *

Autant qu'on puisse savoir ce qui se passe en Russie, il semble que Kerensky ait triomphé

de Korniloff. Mais que voulait au juste Korniloff et qu'est Kerensky? Le général était-il un patriote résolu à rétablir l'ordre dans le pays sans arrière-pensées d'ambitions personnelles, ou un Pichegru, cherchant une restauration contre-révolutionnaire? Kerensky est-il un Robespierre qui aspire à la dictature, appuyé sur tous les Soviets ou un Sieyès qui va doter la Russie d'une constitution?... Après avoir refusé à Korniloff le rétablissement de la peine de mort, pour restaurer la discipline, va-t-on là lui appliquer à lui-même au nom de l'anarchie contre laquelle il lutte? Tout n'est qu'incohérence et obscurité dans cette vaste, tumultueuse et ignorante Russie. Que va-t-il sortir de ce chaos formidable? On frémit quand, à la lumière des tractations clandestines révélées, des traités secrets mis au jour, on se rend compte des dangers effrayants que l'alliance russe, sur laquelle nous comptions aveuglément, nous a fait courir. Par ce que nos bons alliés ont été capables de faire en pleine guerre, jugeons de ce qu'ils auraient fait en temps de paix, si les Allemands avaient su tirer parti de la situation. Heureusement pour nous, les ambitions autrichiennes ont mis les Russes en défiance à l'égard de l'Allemagne. Sans les préoccupations balka-

niques qui ont retenu les Russes, l'Allemagne les attirait à elle, et tout le Nord de l'Europe, ligué contre l'Angleterre et la France, établissait un Zolverein désastreux pour notre industrie et notre commerce. L'Italie, la Grèce, la Roumanie, la Bulgarie étaient par la menace contraintes de rester neutres ou de s'allier à la Miteleuropa. Cette combinaison, ourdie en temps de paix, se réalisait sûrement. C'est la guerre qui a tout fait manquer. Et la guerre c'est le Kronprinz et le parti Junker allemand qui l'ont imposée.

*
* *

C'était trop beau d'être restés, pendant trois ans, unis par une pensée patriotique qui concentrait toutes nos énergies françaises sur la guerre et sur la victoire. Les vénalités, les ambitions, les intrigues, les compromissions, toutes les végétations malsaines du bourbier politique paraissaient avoir disparu. Elles viennent de renaître, en un instant, comme une génération spontanée de venin et de poison. Comme les bulles infectes à la surface d'un égout, crèvent, révélant la pourriture du fond, les affaires du *Bonnet Rouge* et les billets suisses

de M. Turmel, la livraison des plans militaires, par Almereyda, et d'autres choses abominables que nous ne connaissons pas encore, ont appris à tout l'Univers, qu'à l'heure où tant de braves gens se battent et meurent dans les tranchées, d'autres ne s'occupaient qu'à tirer d'infâmes profits de la guerre, en livrant leur pays à l'étranger. Et quel étranger? L'Allemand rouge du sang des innocentes victimes et noir de la fumée des incendies systématiquement allumés.

*
* *

Les grands citoyens qui sont payés de leurs éminents services par l'ingratitude ont toujours leur revanche. Le général Lyautey, du fond de son Maroc, pacifié, administré, enrichi et florissant, a dû tressaillir aux échos de l'affaire Turmel. Il y fut question d'un certain compte rendu d'une séance secrète de la Chambre, que le docteur Michaëlis, chancelier d'Allemagne, s'était procuré et dont il faisait état, avec un sourire qui n'était pas à l'honneur de l'intégrité parlementaire. Or, c'était sur une petite phrase, certainement moins blessante que l'ironie de M. Michaëlis, que le général Lyautey avait été renversé par la Chambre.

Le ministre de la guerre avait eu l'audace de dire que le secret des comités secrets ne lui paraissait pas suffisamment assuré pour qu'il pût dire certaines choses relatives à la défense nationale. Là-dessus, tous les Brizon et autres Raffin-Dugens en qui s'incarne, comme chacun sait, l'honneur national, avaient bondi, hurlé, menacé, et sans la moindre protestation des éléments modérés de la Chambre, mis dehors le brave soldat, coupable à peine d'un excès de franchise. Songez donc! Un renseignement secret! Soupçonner un représentant du peuple d'être capable d'abuser d'un renseignement secret! Était-ce tolérable? Ne savait-on pas que le Palais-Bourbon est le temple de la Vertu et que la Chambre, comme la femme de César, ne doit pas même être soupçonnée.

Le docteur Michaëlis vient de nous le faire voir. Et à Fez ou à Casablanca, dans la tiédeur d'un beau soir africain, le résident-général, retourné à ses importantes affaires a dû, en lisant les journaux de France, avoir un court moment de satisfaction, en constatant que sa modeste critique avait été largement dépassée par la lourde raillerie du ministre allemand, étalant à la tribune du Reichstag la preuve de la fragilité — disons fragilité — de certaines consciences françaises.

Je ne veux pas charger ce représentant de la Bretagne, qui me paraît un peu dégénérée de son antique loyalisme. Comme disait l'acteur Geoffroy dans une comédie de Labiche : « Certes, Duguesclin n'aurait pas fait cela ! » A côté de ces pauvres hères qui dégringolent dans les bas-fonds, d'où ils ne sortiront plus, il y a les grands citoyens, disgraciés un moment par le caprice des foules, l'envie de leurs rivaux, ou la rancune de leurs adversaires, que la suite des événements ramène à la surface, remet en évidence et place aux postes les mieux préparés pour les faire briller. Tels un Doumer et un Barthou. L'un mis à l'index pour une candidature prématurée à la Présidence de la République. L'autre victime de son patriotisme et véritable auteur de la loi de trois ans, mis à l'écart au moment où sa loi sauvait la France de la défaite et de l'effondrement.

*
* *

Quand j'ai commencé ce *Journal d'un Bourgeois de Paris*, c'était au moment de la retraite de Charleroi, dans l'angoisse où nous étions de la ruée allemande qui présageait une catastrophe effrayante à notre Ville. La bataille de la Marne

vint, avec ses triomphants résultats, régler l'offensive de l'ennemi, et le ramener à la juste appréciation de sa valeur et de la nôtre. Les batailles de l'Aisne, de l'Yser, achevèrent de marquer sa défaite et notre victoire. Cette première année fut remplie par l'enthousiasme et la confiance. J'ai écrit les mille premières pages de ces fascicules avec une joie complète. Puis les premières défaillances russes, incompréhensibles pour nous, se produisirent. L'offensive du grand duc Nicolas dans les Carpathes fût arrêtée. Lui-même fut remplacé par Alexeief, puis Alexeief par Roussky, et Roussky par Broussiloff.

Il était évident que quelque chose marchait de travers du côté russe, et que notre situation sur le front occidental s'en ressentait. Ce fut Verdun, l'année âpre, sanglante, sombre, pendant laquelle nous eûmes, avec les Anglais encore en formation, et les Italiens à peine engagés, à soutenir tout l'effort de la guerre. Je voyais les hostilités se prolonger, et ce journal, commencé pour une période de cinq livraisons prévues, se développer et prendre les proportions d'une Encyclopédie. Les fascicules succédaient aux fascicules dans la tristesse de la bataille stagnante et de l'occupation prolongée.

Une seconde année passa, puis, toujours dans les mêmes conditions de lutte héroïque, de patience farouche, et de résignation immuable, une troisième année s'écoula. Nous voici engagés dans la quatrième année, avec en perspective un nouvel hiver de batailles, de privations pour la population, de souffrances pour nos soldats, de vaillance pour tous, et pour moi, qui ai déjà publié seize fascicules de ce Journal, la charge de continuer, pendant un temps indéterminé, trop long à coup sûr, pour les lecteurs et pour moi-même, l'historique familier et si souvent désolant de ces jours de misère.

C'est avec une profonde mélancolie que je viens de jeter un coup d'œil en arrière. Ces trois années sont pleines de deuil. J'ai perdu des parents, des amis, j'ai vu grandir des inconnus, s'effondrer des hommes illustres. Des flots de sang ont coulé, et des horreurs sans nom ont été commises par les monstres que nous combattrons jusqu'à leur écrasement. Malgré tout, une grande clarté illumine ces temps. C'est l'héroïsme de la France qui rayonne et resplendit sur le Monde. On a souvent, au cours de la guerre, parlé de miracle. Il y en eut un, certainement, mais un seul, éclatant et décisif, celui de l'énergie française, aux prises avec la

Barbarie allemande, et l'arrêtant d'un coup de son glaive, en pleine figure, comme fit Charles-Martel, à Abdéraman, dans la plaine de Poitiers, et Aétius, à Attila, dans les champs Catalauniques.

C'est ce miracle d'une grande nation subitement redressée dans son antique puissance, par le sentiment de son droit, l'amour de son indépendance et la volonté de la liberté pour tous, qui a déterminé l'union de tous les peuples et leur groupement contre le tyran mondial. Guillaume n'a plus de doute, à ce sujet. Il sait que c'est la France qui lui a porté le coup mortel. D'autres l'achèveront. Mais c'est sur la Marne, sur l'Aisne et sur l'Yser qu'il a reçu les atteintes décisives. C'est cette pensée qui doit nous soutenir dans notre dure épreuve, en face de l'hiver qui s'apprête, avec ses souffrances, ses privations et ses deuils. Un don entier de nous-mêmes à la Patrie.

*
* *

Le début du ministère Painlevé à la Chambre, n'a pas été brillant. M. Painlevé est un très honnête homme, un très vigoureux et ardent

patriote. Il parle médiocrement, mais cela importe peu : nous sommes fatigués des gens qui parlent bien, pour ne rien dire. Lui, au moins, il est substantiel. Sa déclaration avait paru un peu terne et un peu quelconque. Il nous répétait, pour la dixième fois, les promesses dont nous avions eu les oreilles rebattues. Interrogé sur sa politique, il avait répondu correctement, sans plus, lorsqu'un hasard a fait rebondir tout le cabinet, vers les sommets de l'enthousiasme et c'est celui que Gustave Hervé appelle fort irrévérencieusement : le père Ribot, qui a déclanché ce mouvement ascensionnel. A propos d'une question de politique étrangère, M. Ribot, amené malgré lui à la tribune, y a prononcé un de ses meilleurs discours. Et comme cette Chambre est, malgré tous ses défauts, sensible à la franchise, à la droiture, à la clarté, elle s'est emballée à la suite du ministre et a procuré à M. Ribot une revanche éclatante des vilains procédés dont les unifiés avaient usé, la veille, vis-à-vis de lui. Le vieux parlementaire leur a prouvé, en une demi-heure, qu'il avait plus de talent, d'énergie et de finesse que tous leurs Albert Thomas, Pierre Renaudel, Cachin et autres Moutet réunis et ces messieurs, mauvais joueurs, n'ont pas eu la délicatesse de

donner leurs voix à un ministère si vaillamment défendu. Ils ont boudé et se sont abstenus. Ah! comme c'est peu français!

Nos unifiés n'ont pas besoin de réclamer en toute circonstance leur Internationale, pour nous faire souvenir qu'ils n'ont plus de patrie. Nous le voyons, de reste, dans leur manière de sentir, de juger et d'agir. Ce sont déjà des étrangers. Ils ne vibrent plus aux paroles patriotiques qui nous font frémir. L'amour de la France, pour eux, n'est qu'accessoire. Ce qui importe, c'est l'amour de l'humanité. Au diable! Et vive la France!

*
* *

M. Turmel a fait oublier Almereyda qui avait fait oublier Duval. A présent, qui fera oublier Turmel? Je ne crois pas que ces ferments de corruption soient spéciaux à la France. Il y en a tout autant en Allemagne. Et partout où il y a des hommes, il y a des interêts en jeu, et par conséquent des tractations, des compromissions et le reste. Il faudrait rester dans le domaine de l'idéal pour ne trouver que pureté, désintéressement et vaillance. Aussitôt qu'on en vient à

l'humanité, il y a des traîtres, des lâches, des voleurs. Qu'y faire? Le gendarme est là, et le juge pour mettre le holà. L'important est que la masse soit saine, réagisse contre les inspirations mauvaises et fasse son devoir. C'est ce qui a lieu en France. C'est ce qui n'a pas lieu en Russie. C'est pourquoi la France, dans son ensemble, offre l'admirable spectacle d'un peuple passionnément attaché à la paix, se réveillant sous une menace de mort, et tendant toutes ses énergies pour défendre sa vie et son honneur. En dépit des légères taches qu'on y trouve, le tableau est sublime de la défense d'un peuple prêt à mourir pour la cause du droit et de la liberté. Et ni Almereyda, ni Duval et autres Turmel n'y changeront rien.

*
* *

L'Argentine a déclaré la guerre à l'Allemagne. Toute la terre va se soulever contre le despotisme, la cruauté, l'hypocrisie teutonnes. Le « sans laisser de traces » du Luxbourg, laissera quelques traces dans la conscience humaine. L'Espagne souffre de voir tous les peuples latins de l'Amérique issus du sang espagnol, se

déclarer pour la cause du droit et de la liberté, pendant qu'elle, de par la volonté de l'aristocratie et de l'église, reste cantonnée dans une neutralité bienveillante pour l'Allemagne. Le ravitaillement des sous-marins, se fait par la côte espagnole, et le cuivre de Bilbao sert à fabriquer les obus asphyxiants qui pleuvent sur nos soldats. Il y aura un compte à régler, non pas avec nous, qui avons toujours eu maille à partir avec nos voisins, mais par l'Angleterre qui, de tout temps, fut l'amie de l'Espagne. Le sang anglais a coulé sur tous les champs de bataille de la péninsule ibérique pendant l'occupation française et c'est à Torres-Vedras, à Fuentés d'Oñoro, à Talavera, à Vittoria que Wellington a conquis sa haute renommée militaire. Il est vrai que l'Angleterre occupe encore Gibraltar.

*
* *

La réponse des Empires centraux à la Note du Pape est un monument d'hypocrisie, d'impudence et de bassesse. Ces brigands, qui affectent des allures de bons garçons, déférents et respectueux, sont encore plus affreux que quand

ils sont brutaux et cyniques. Leur papier est un assemblage de phrases creuses et insipides où il n'est question ni de la Belgique, ni de la Serbie, ni de l'Alsace-Lorraine, ni de la Pologne, ni de rien de ce qui peut amener la fin des hostilités. Le Pape, lui-même, j'imagine, sera embarrassé de cette réponse à sa Note déjà bien embarrassante. Par avance l'Entente avait deviné quel dénouement aurait la comédie concertée entre Rome, Vienne et Berlin. La défaillance russe a redonné du vif à l'Allemagne, et elle parle d'un autre ton qu'il y a six mois. Patience! Elle changera encore de diapason, d'ici à un autre semestre. Il lui faut la pointe de nos baïonnettes dans le ventre. Elle l'aura.

*
* *

Ce que cette guerre aura désuni de ménages n'est pas croyable. A la fin des hostilités les demandes de divorce vont affluer. A moins que la paix n'exerce une influence lénitive sur les esprits irrités, et ne tourne à la résignation les hommes et les femmes exaspérés par la certitude de leur infortune. Car, il y a les femmes et les hommes. Les femmes, loin d'imiter Lysis-

trata et de protester contre les longueurs de la guerre du Péloponèse par le refus du devoir conjugal, auraient suppléé à l'absence de leurs époux, par des remplacements variés. Le cocuage, comme dit Molière, serait devenu une institution nationale. Ce ne fut pas là de l'union sacrée, mais plutôt de la sacrée union. Il n'empêche que l'état d'esprit, si j'ose dire, des femmes qui, au milieu des horreurs de cette guerre, pensent à leurs petites satisfactions intimes, est vraiment extraordinaire. Je ne voudrais pas faire intempestivement de la morale, et demander aux créatures humaines plus de vertus qu'elles ne sont capables d'en posséder. Mais cette exaspération sensorielle causée par les agitations, les angoisses, les excitations d'une existence anormale dépasse peut-être la moyenne des faiblesses courantes. Pénélope sut attendre pendant les dix années du siège de Troie, et la durée des voyages d'Ulysse au retour de la guerre, sans se lasser, et en défaisant toutes les nuits son travail quotidien. Il n'y a que trois ans que nos femmes françaises font de la tapisserie, et la patience de certaines d'entre elles est à bout, déjà depuis longtemps.

En opposition à ce tableau assez affligeant de celles qui « ne s'en font pas » il faut placer le

spectacle de celles qui se dévouent pour soigner les blessés et les malades, infirmières dévouées de la Croix Rouge, et femmes de la bourgeoisie tenant des permanences où les envois aux soldats du front sont centralisés. Ceci est compensé par cela. Et avec un peu d'optimisme il est possible de se persuader que la somme du dévouement l'emporte sur celle de la légèreté, et que, pour une femme qui se conduit mal, il y en a dix qui donnent l'exemple des plus hautes vertus. Après avoir parlé des femmes peut-être pourrait-on parler aussi un peu des hommes, ne fût-ce que pour ne pas laisser croire qu'ils ont eu le monopole de la fidélité et de la bonne conduite. Mais les hommes, depuis trois ans, sont des héros, et les héros ont le droit d'être excusés quand ils s'abandonnent à quelques faiblesses.

*
* *

Un révolutionnaire trouve toujours, dans son parti, un plus pur qui le renverse et prend sa place. En ce moment la lutte est engagée entre Kerensky, l'homme du gouvernement provisoire, et Tchernoff, l'homme du

Soviet. Il faudrait tout de même bien établir la signification et la valeur du Soviet. Quand on a dit le Soviet, on paraît avoir parlé de la plus haute autorité politique qui existe en Russie. Or le Soviet ce n'est rien du tout, c'est une réunion, un club, un comité. Et dans l'espèce quelque chose d'analogue au club des Jacobins ou des Cordeliers sous notre révolution de 89, ou à notre Comité central de la garde nationale, pendant la Commune de 1871. Autorité sans mandat, tirant sa puissance de son audace, et redoutable seulement parce qu'elle ne recule devant aucune violence. En réalité, il n'y a en Russie que la Douma et les Zemstvos. Tout le reste n'est que pouvoir usurpé. Le Soviet de Petrograd est un ramas de déserteurs et de grévistes, dénommé Comité des ouvriers et des soldats. Gens bons à pendre, et qui tiennent tête à toutes les autorités constituées. Il y a là deux mille scélérats qui font échec à toutes les forces organisées de la Russie, et conduisent la nation à la décomposition, si elle doit disparaître, ou à la réaction, si elle doit survivre.

En attendant, la lutte est engagée entre Tchernoff et Kerensky. Et c'est comme chez nous, car il faut toujours en revenir à notre Révolution pour juger les mouvements de la Révolu-

tion russe, lorsque Danton et Robespierre furent aux prises. Sera-ce Robespierre-Tchernoff qui abattra Danton-Kerensky? Chez nous la guillotine en permanence simplifiait beaucoup la question. En vingt-quatre heures un adversaire était supprimé. La grande querelle entre le Soviet et Kerensky vient justement de ce que le Soviet s'oppose au rétablissement de la peine de mort que Kerensky juge indispensable. Il est certain que si Kerensky n'a pas la ressource de faire pendre Tchernoff, il va avoir un grand désavantage, le Soviet étant beaucoup plus audacieux que le gouvernement provisoire, et celui-ci ne pouvant pas répondre à l'audace par la pendaison. Aux époques de révolution, le suprême argument, c'est la mort. Une révolution sans échafaud, comme a la prétention d'être la Révolution russe, ne peut finir que dans l'anarchie et par un coup d'État. Ranc, qui fut le type du révolutionnaire, avait coutume de dire : on ne discute pas avec un adversaire. On le supprime!

*
* *

Si Kerensky avait eu le sens commun, au lieu de s'opposer à la tentative de Korniloff, il se se-

rait joint à lui, pour détruire tous les Soviets. Il y avait une exécution à faire de deux ou trois cents scélérats. Après quoi l'ordre se serait rétabli, de lui-même, et la République aurait pu être proclamée et installée régulièrement. Il est parfaitement clair aujourd'hui que Korniloff avait raison de vouloir faire une sorte de 18 Brumaire. Il est également évident que ce brave soldat n'avait pas d'autre intention que de reconstituer le gouvernement et de rétablir la discipline. Toutes proportions gardées, c'était un Hoche, et non pas un Bonaparte. Il travaillait pour son pays, et non pour lui-même. Il n'aurait peut-être pas même souhaité d'être Consul, et se serait contenté d'avoir restauré un pouvoir fort. Quant au Tsar, il n'était question de lui, à aucun degré. Ce pauvre homme, qui a trahi tout le monde, et lui-même, est vraiment hors du jeu et n'y reparaîtra plus.

*
* *

Nous avons, dans notre pays, une tourbe de métèques qui a servi de bouillon de culture à l'espionnage et à la trahison. Les Bolo, Almereyda, Landau, Golsky, toute cette belle ca-

naille cosmopolite installée au cœur de Paris, jouissant de la faveur officielle, au détriment de tous les vrais Français, tutoyant les ministres, et fourrant les mains jusqu'aux coudes dans les caisses privées et publiques, était vendue d'avance à nos ennemis. Peut-on espérer que cette expérience nous servira de leçon et qu'à l'avenir nous ne donnerons pas la préférence aux étrangers sur nos compatriotes? Ce serait trop attendre, je crois, de la raison et de l'énergie française. Les aigres-fins reparaîtront, après les événements, les mêmes peut-être, de tout pareils, au moins, et qui recommenceront à nous duper, à nous voler et à nous traiter de haut, abrités derrière leurs feuilles de chantage.

Nous avons de très puissants seigneurs qui les protègent. Des personnages politiques déchus de leur ancienne puissance et qui essayent de remonter au pinacle, ne reculent devant aucun moyen pour y réussir. Et c'est ainsi que, parmi les commanditaires d'une feuille de trahison, on peut découvrir le nom d'un des hommes qui furent parmi les constellations du système planétaire démocratique. Lourde chute, même en un temps où tout devient possible, même l'invraisemblable. A ce

point que des gens sans talent aspirent à la célébrité, des gens sans probité, à la direction des affaires publiques et que, dans la course aux intérêts, il n'y a plus guère que l'audace qui compte.

*
* *

Le seizième fascicule du *Journal d'un Bourgeois de Paris* vient de revenir de l'examen de la censure. Dans quel état! Toutes les parties consacrées à la Révolution russe sont une véritable écumoire. Il paraît qu'il est interdit de critiquer les Soviets et de dire que la Russie marche à la ruine. C'est comme pour la Grèce, dont, pendant deux ans, il fut impossible de signaler les trahisons. Attendons patiemment l'heure où la vérité reprendra ses droits. Mais que le lecteur ne s'étonne pas de trouver dans ces pages des jugements édulcorés et des traits émoussés. Dans ce pays de France qui combat et meurt héroïquement pour la liberté, on n'a pas le droit d'écrire librement ce que l'on pense.

*
* *

Bolo pacha est arrêté. M. Monnier, président de la Cour d'appel de Paris, qui était son ami, et l'avait cautionné auprès de M. Charles Humbert, comme un honnête homme dont on pouvait accepter une commandite de cinq millions cinq cent mille francs, est déféré à une Cour disciplinaire. M. Charles Humbert, apprenant que l'argent de la commandite du *Journal* est d'origine allemande, rejette avec horreur les cinq millions cinq cent mille francs de M. de Jagow. Bolo, qui vient d'être écroué à Fresnes, promet des révélations sensationnelles. Je crois que s'il veut nommer la moitié seulement des coquins avec lesquels il a trafiqué du salut de la patrie, il y aura une terrible besogne pour les conseils de guerre. Cela sentait fort mauvais, en France, depuis un an. Il y avait quelque chose de pourri. On commence à se rendre compte du travail de corruption qui avait été entrepris par les Allemands et auxquels des Français ont eu l'infamie de collaborer. Pas de pitié pour de pareils scélérats. Au mur, et douze balles dans le ventre. Il est évident qu'avec M. Painlevé il y a eu, dans le gouvernement, une nouvelle manière de juger les choses. Cette

manière est la bonne. Il faut y persévérer. Mais que les pacifistes fassent bien attention à la facilité avec laquelle on pourrait les prendre pour des traîtres. Qu'ils surveillent leurs paroles et leurs actes. Un vent de trahison a passé sur le pays. Les honnêtes gens doivent se mettre à l'abri de tout soupçon.

*
* *

Eh bien! Voilà une affaire Almereyda-Duval-Bolo qui se prolonge en une affaire Malvy qui vient de faire un grand vacarme à la Chambre. M. Léon Daudet, directeur de *l'Action française*, ayant pris sur lui d'écrire au Président de la République pour lui dénoncer M, Malvy comme trahissant la France, depuis trois ans, au profit de l'Allemagne. M. Poincaré a communiqué la lettre au Président du Conseil, lequel l'a communiquée à M. Malvy, qui, se prétendant calomnié a soumis le cas à la Chambre, en faisant, à son tour, lire par M. Painlevé, la lettre de dénonciation, en séance publique. De là, une défense furieuse de M. Malvy, protestant de son innocence, faisant appel à ses amis républicains, et à propos de l'indulgence qu'il a montrée, dès le début de la guerre, aux anarchistes du

carnet B., tout prêt à déclarer : Je jure qu'à tel jour j'ai sauvé la patrie ! Tous les lecteurs de ce journal savent que, de parti pris, depuis que nous sommes aux prises avec les Allemands, jamais je n'ai manqué à l'union sacrée pour attaquer le gouvernement. La censure, du reste, y aurait mis bon ordre. Je ne commencerai pas, en tout cas, une campagne contre M. Malvy, sur lequel je ne suis pas loin de partager l'opinion de M. Ribot et de M. Briand, à savoir que, dans ses hautes fonctions de ministre, il s'est efforcé de maintenir l'ordre et de ne persécuter personne, même les conservateurs. J'attends les explications que Léon Daudet va fournir au capitaine Bouchardon pour appuyer sa dénonciation. Il faudra des faits précis. L'opinion ne se contenterait pas d'imputations vagues. L'accusation a été trop grave pour qu'il soit possible de biaiser.

Mais comment supposer que Léon Daudet le veuille ? Il est certainement sincère. Et s'il accuse M. Malvy, c'est qu'il a en mains les preuves de sa culpabilité. Mais alors, y pense-t-on sans frémir ? Il s'agit du crime le plus atroce contre la patrie. Et cela aussitôt paraît impossible ! Le ministre de l'Intérieur, livrant, ou faisant livrer, par ses entours, les secrets

de l'offensive préparée, poussant au massacre et à la défaite, nos braves soldats ! Allons ! Nous sommes en plein cauchemar ! Un homme, un Français, un ministre aurait trahi ces héros, et fait couler à pleins ruisseaux le sang le plus pur et le plus noble? Non ! Et pourtant, Léon Daudet est l'implacable voyant qui a écrit *l'Avant Guerre*. C'est un patriote, un homme plein d'honneur, l'héritier d'un nom illustre. La passion politique l'aurait entraîné à tout oublier? Il va être interrogé aujourd'hui par le capitaine Bouchardon.

Sachons patienter jusqu'à ce que des précisions s'affirment et que la vérité apparaisse.

*
* *

Ces affaires Bolo — car à partir d'aujourd'hui il n'y a plus une affaire Bolo, mais plusieurs et toutes plus graves les unes que les autres — se compliquent à vue d'œil et mettent en scène des personnages divers. Il en est un qui vient d'apparaître et que nous attendions. C'est le comte Bernstorff. Le sinistre agent de toutes les catastrophes américaines ne pouvait pas se désintéresser des machinations d'un Bolo, et

forcément on devait le trouver tout grouillant dans ce milieu de pestilence. Car il est le microbe même de la trahison. Mais un participant qu'on ne soupçonnait pas est révélé par l'enquête qui se poursuit en Amérique. Et c'est notre confrère Jules Bois, qui a touché 25.000 francs au cours d'une campagne de conférences qu'il a faites en Amérique, sons les auspices du gouvernement français. Bolo, subventionnant Jules Bois, dont le patriotisme est inattaquable, la chose devient incompréhensible. Comment et pourquoi ? Est-ce le fait d'un grand aventurier jouant la magnificence d'un opulent seigneur pour favoriser un homme de lettres ? Avec Bolo, tout est possible ! Ce qui ne l'est pas, c'est que Jules Bois pour cinq mille dollars se soit mis aux ordres des ennemis de la France. Du reste, le premier geste de notre confrère a été pour remettre à une œuvre de charité, la somme qui lui avait été allouée sur les fonds de l'espionnage allemand. Et cette restitution atteste le dégoût ressenti par Jules Bois quand il a connu la provenance de l'argent immonde qui lui avait sali la main.

*
* *

Le Congrès socialiste de Bordeaux se déroule au milieu de l'incohérence et des insanités. L'intérêt personnel s'y mêle à l'esprit de parti. Et MM. Raffin-Dugens et Brizon, mis en demeure de payer leur cotisation, s'y sont refusés avec une énergie toute internationaliste. Menacés d'être mis à l'index, au moment des élections, nos deux Kienthaliens ont aussitôt changé de façons, et ont déclaré qu'ils paieraient comme tous les camarades. Mais ils persistent à demander que le parti socialiste aille à Stockholm réclamer une paix immédiate, sans indemnités ni annexions. Il paraît impossible de faire comprendre à ces deux têtes de bois que la paix, dans ces conditions-là, c'est la paix allemande qui ruinerait la France à tout jamais. Périsse la France, plutôt qu'un principe ! Heureusement les poilus sont là pour mettre bon ordre à ces velléités pacifistes et humanitaires. Et les Anglais qui fauchent l'armée allemande à grands coups, ne sont pas non plus d'avis de bâcler avec les Teutons un arrangement qui leur donne la facilité de recommencer leurs brigandages, dans dix ans, et avec tous les perfectionnements de la science mo-

derne. Les minoritaires de Bordeaux sont faits pour s'entendre avec les minoritaires de Moscou, et Congrès ou Soviet, c'est le même ramas de bavards, d'impulsifs et de déséquilibrés. Que le ciel nous délivre de ces désorganisateurs.

*
* *

Le filet aux mailles d'or que les Allemands avaient rêvé de faire jeter sur la France par Bolo et Cie a été déchiré par notre clairvoyance et nous en sortons avec un beau rire de dédain pour la lourde machination germanique. Quoi! Un si piètre espionnage! Une si mesquine trahison, pour tenir en arrêt la poussée nationale! Allons! Quels mauvais psychologues, décidément que nos ennemis! Ils avaient cru disposer, pour quelques millions répandus dans quelques journaux, de la conscience française. Le Jagow, le Bernstorff, et tous les autres Bethmann, avaient consacré une somme de deux cent cinquante millions à la corruption des Alliés. Il apparaît qu'à l'exception des Russes qui ont marché et qui sont en plein désordre révolutionnaire, les autres nations ont procuré aux Allemands de sérieux mécomptes. L'indignation est grande chez nous, comme en Italie. Et il est impossible

de croire que l'opinion publique ait subi une dépression en apprenant les manœuvres auxquelles s'étaient livrés nos ennemis. Nou pouvons achever de les juger. Leurs machinations diplomatiques complètent leurs opérations militaires. C'est le même procédé d'empoisonnement et d'asphyxie. On peut dire que les Allemands ne travaillent que dans l'ignominie. Mais à jouer ce jeu, les risques d'un Bolo sont terribles. Les Conseils de guerre ne badinent pas, et pour prix de tous les millions qu'il a encaissés, le pacha pourrait bien recevoir douze balles dans la tête.

*
* *

Voilà que la rentrée à Paris de tous les habitants de la capitale, qui étaient en vacances, vient de s'effectuer, et la ville regorge. Les étrangers affluent. Sur les boulevards, ce ne sont que soldats de tous les pays, dans des costumes élégants, brossés, astiqués, reluisants, et par leur chic, faisant honneur à l'alliance. La toilette des femmes est toujours recherchée, avec un goût d'originalité qui, pour les chapeaux, va jusqu'à l'extravagance. Il y a notamment, à l'heure pré-

sente, un chapeau en forme de pain de sucre, avec de larges bords qui est bien ce que l'on peut voir de plus disgracieux et de plus laid. J'en ai vu, hier, un tout en velours cerise qui aurait eu sa place dans un arbre fruitier, comme épouvantail à moineaux plutôt que sur la tête d'une jeune femme. Et malgré tout, ces monstruosités, quand une jolie figure en est surmontée, ne sont pas sans grâce. Tortillés, cabossés, cambrés, par une main experte, ces couvre-chefs deviennent supportables et la grâce de la femme fait oublier la laideur de la coiffure. Quant aux chaussures, elles sont toujours très hautes, avec des talons Louis XV qui tordent les chevilles et font marcher de travers, mais c'est la mode, comme en Chine, de se comprimer les pieds jusqu'à la difformité.

Jamais on n'a assiégé les pâtissiers, les thés et les lunchs, avec autant d'entrain que depuis qu'on est censé manquer de tout. Il n'y a plus de farine pour pétrir les gâteaux, plus de sucre pour les rendre succulents, plus de lait pour les garnir de crème. Et pourtant les vitrines regorgent de tartes et d'éclairs. Les journaux ne sont pleins que des restrictions ordonnées par le ministre de l'alimentation, et jamais on n'a tant trouvé de victuailles à la portée de tous les ama-

teurs. Ce qui manque le plus ce sont les moyens de locomotion. Peu d'autobus, rareté des tramways et encombrement du métropolitain. Quant aux taxis il n'en est pas sur les places le quart de ce qu'il en paraissait en temps ordinaire, et ces rares voitures sont au plus offrant. Les chauffeurs en abusent un peu trop. Ils règnent, c'est entendu, mais ils pourraient user de leur puissance avec modération. Ils sont insolents et durs. C'est excessif. On leur fera payer cela, après la guerre. Les théâtres sont tous rouverts, les uns avec des reprises, les autres avec des pièces nouvelles. Tous, ils font de l'argent. Le peu d'exigence des spectateurs est vraiment extraordinaire. Le public le plus difficile, autrefois, se contente avec une souriante facilité. Il préfère les pièces gaies aux pièces dramatiques, montrant bien par là que le tragique de la situation actuelle lui suffit amplement et que quand il va au théâtre, c'est pour changer le cours de ses idées.

*
* *

La vie est chère. C'est le mot du jour. Évidemment la guerre a jeté dans tous les budgets, ceux des riches comme ceux des pauvres, un

trouble qui n'est pas près de cesser. On sait des gens qui battaient le pavé, il y a trois ans, râpés et faméliques, et qui roulent aujourd'hui dans des automobiles de trente mille francs. On en connaît d'autres qui étaient très au-dessus de leurs affaires et qui vivent actuellement de privations. Tous les employés, tous les rentiers, tous ceux dont les appointements ou les revenus sont restés ce qu'ils étaient à la veille des hostilités sont fort gênés. Tout ce qui vit de l'industrie ou du commerce, de la chose qui se fabrique et qui se vend, est dans l'abondance. Par-dessus tout, les épiciers font fortune. Ils vendent la poussière et les toiles d'araignées de leurs tiroirs au poids de l'or. Le chauffage et l'alimentation sont des mines de diamant. Heureux ceux qui vendent quelque chose qui se mange ou se brûle. Ils sont rois.

Pour les autres, la vie est dure et chère. Aussi les potentats de l'industrie ont-ils été obligés de se préoccuper des conséquences que les difficultés de s'approvisionner pouvaient avoir pour leurs ouvriers. Et, devenus philanthropes, quelques-uns par générosité naturelle, les autres par prudence justifiée, ils ont attaqué la question de la vie chère, avec l'intention de la résoudre équitablement. Il en est résulté des tentatives

de socialisme patronal, si j'ose dire, qui ont obtenu partout un succès encourageant. Tout d'abord, la création des coopératives pour les ouvriers. La grande difficulté du moment consiste dans l'impossibilité absolue de s'approvisionner sans passer par les mains de l'intermédiaire : le fruitier, l'épicier, le crémier, le bonnetier, le cordonnier, tout, en un mot, ce qui sert à se vêtir et à se nourrir. Il faut avoir fait la comparaison entre le prix du *gros* et celui du *détail*, pour se rendre compte des scandaleuses différences qui sont prélevées, par les intermédiaires, sur la bourse des consommateurs. Il y a des commerçants qui sont à pendre, au-dessous de leur enseigne, à la porte de leur boutique. Ce sont des affameurs publics, qui n'ont vu, dans la guerre, qu'un moyen de mieux exploiter leurs concitoyens.

Les coopératives patronales sont donc un précieux avantage, je dirai presque un bienfait, pour les ouvriers. Ils trouvent à ce magasin, ouvert dans l'usine, des vêtements pour eux, pour leurs enfants, des articles de ménage et des victuailles en abondance : viande, œufs, beurre, légumes, pâtes alimentaires, huile, vin, etc..., le tout au prix du gros, qui n'a aucun rapport avec celui des revendeurs.

Déjà cette combinaison est fertile en heureux résultats. Les ouvriers viennent acheter leurs provisions à la coopérative, munis du filet qui sert à leur ménagère pour aller au marché. Mais ce n'est pas tout et l'approvisionnement a paru insuffisant. Il a fallu compter avec ceux des ouvriers qui n'ont pas de ménage et, par conséquent, pas d'intérieur. Il ne convenait pas de laisser ces célibataires à l'abandon, livrés aux majorations des marchands de vins. Car, à l'heure présente, un ouvrier ne trouve plus à déjeuner pour moins de trois francs. On a donc fait un déjeuner à prix fixe ouvert à tous ceux de l'atelier qui veulent en profiter. Et c'est là, peut-être, ce à quoi ils sont le plus sensibles. A la sortie du travail, ils passent dans le réfectoire, et trouvent tout préparé le déjeuner composé d'un hors-d'œuvre ou d'une entrée, d'un plat de viande, d'un plat de légumes, d'un dessert et d'une tasse de café.

L'industriel, est-il besoin de le dire, y est de sa poche, dans de notables proportions. Mais la dépense qu'il engage n'est pas en proportion du bénéfice moral qu'il obtient. Les plus fortes têtes de l'atelier, ne résistent pas à cette attention généreuse du patron pour celui qui peine dans l'usine. L'ouvrier qui mange à côté de son éta-

bli, dans le lieu même où il travaille, se sent mieux de la maison. Il est chez lui, de par cette prise de possession familiale. Et il est déjà facile de comprendre que le jour où une participation aux bénéfices de l'entreprise lui sera accordée sous forme de salaire, il sera bien près de se découvrir une âme de patron.

Pour le moment, il n'en est qu'à profiter des avantages de la coopérative pour lutter contre la vie chère. Et, du premier coup, il est devenu bourgeois, par le goût de la provision, presque de l'accaparement. Il est de ces braves gens qui achètent dix kilos de riz ou quinze kilos de macaroni, et qui les emportent chez eux, par cette instinctive crainte de manquer, qui est le fond du caractère thésauriseur de tous les Français. Et la ménagère, qui attend à la maison le retour de l'homme qui revient chargé de toutes ses acquisitions, rit sous cape en voyant qu'il n'a pas songé à entrer chez le « bistro », assagi soudain par ses préoccupations économiques. Il ne serait pas surprenant que ce nouvel état de choses eût une répercussion favorable sur l'état moral des ouvriers bénéficiaires de si utiles mesures. Il sera plus difficile de se mettre en grève dans un établissement où le travailleur constate que tout est combiné pour

le favoriser. Allez donc parler de lutte de classe à un patron qui se fait le cuisinier de ses ouvriers et qui se dépense d'un bout de l'année à l'autre pour leur fournir, au plus juste prix, toutes les choses nécessaires à la vie.

Le rôle paternel adopté par le patron vis-à-vis de son personnel n'est pas nouveau. Nombre de grandes industries, toutes les compagnies de chemins de fer, les grandes banques avaient déjà institué des coopératives. La guerre aura, avec la vie chère, généralisé cette coutume philanthropique. Et il sera impossible, quand la paix aura été rétablie, de ne pas continuer. Ce sera là une des nombreuses et importantes transformations qui nous conduiront à un renouveau social, où la violence devra céder le pas à la raison, et l'ambition des meneurs, à l'intérêt de la masse.

*
* *

Les sales histoires dont les développements politiques et judiciaires occupent la Presse depuis trois semaines et qui ont fait déjà coffrer Turmel, sa femme, Bolo-Pacha, Duval, Marion, Landau, Golski et autres de même farine, prennent une importance qui les fait déborder jusqu'au Parlement. Je ne me hasarderai pas

à raconter le demi-quart de ce que l'on colporte sur ces affaires. La censure ne le permettrait pas, quoique la guerre et la diplomatie n'aient rien à voir dans les crimes contre la patrie. Mais il y a des personnages importants incriminés et qu'il faut protéger jusqu'au moment où il sera impossible de les dérober à la peine qu'ils méritent. La conscience humaine, quand on la débarrasse de ses voiles protecteurs et qu'on la regarde à nu, est vraiment une laide chose! Que n'est-on pas capable de faire par intérêt? Cette guerre a fait pulluler les égoïsmes. Dans un cataclysme où toutes les énergies devraient se grouper pour la victoire, chacun ne pense qu'à soi et à ses affaires, et à tirer le meilleur parti de la situation. La France, en proie aux profiteurs, est comme un lion magnifique mangé par la vermine. Elle se roule dans la boue et dans le sang pour détruire les poux immondes qui s'attachent à ses flancs. Elle épouvante l'ennemi, mais ne parvient pas à détruire ses parasites.

*
* *

Hier, pendant que nous chassions à Bois-la-Croix, un jeune aviateur, fils d'un de nos amis

qui était des nôtres dimanche dernier, est venu du Bourget en patrouille et a survolé la plaine. Ayant aperçu les chasseurs, il a décrit un grand cercle et s'est posé tranquillement dans un chaume, comme un oiseau fatigué de voler et qui replie ses ailes. Aussitôt, ce fut une galopade effrénée de tout le pays pour voir de près l'appareil. Tout ce qu'il y a de borduriers, dans le pays, occupés à guetter le gibier du voisin, s'est élancé. Quelle aubaine! Pensez donc! C'était un dimanche. J'y suis allé, comme les autres, et j'ai été frappé de la petitesse de ce biplan. Le fuselage est très élevé, la place réservée au pilote si exiguë qu'il a juste de quoi loger ses jambes. Une mitrailleuse est devant lui, dans l'axe du biplan, qui vise par sa direction même. C'est simple, net et vigoureux. Quand il fut question de repartir, trois tours d'hélice donnés par un assistant, et le contact mis, l'appareil en trente mètres, sur terrain mou, s'éleva avec une facilité, une légèreté, une grâce qui émerveillèrent les spectateurs. Puis l'oiseau décrivit de grands cercles dans le ciel, avec des crépitements joyeux. Une compagnie de perdreaux épouvantés se leva et partit dans une pièce de betteraves. Le garde champêtre pria les borduriers de s'en aller avec leurs fusils, hors de la

chasse, et de regagner leurs affûts. Dans le ciel rouge des feux du couchant, l'oiseau merveilleux s'enfuyait déjà presque invisible entre deux nuages de pourpre.

*
* *

Kerensky adresse à la flotte de la Baltique une proclamation enflammée. Mais il n'y a d'enflammée que sa proclamation. Les encouragements à aller mourir pour la patrie, laissent extrêmement froids les défenseurs de la Révolution russe. Vous ne pensez tout de même pas que ces braves garçons-là ont tout culbuté dans l'Empire, pour se faire tuer sur les vaisseaux ou ailleurs, par des Allemands qu'ils ne connaissent pas. Quand leur petit père le Tsar leur ordonnait de marcher, ils partaient d'un pas ferme et sans broncher. Il était le maître. A présent, les maîtres ce sont eux, les marins et soldats. Et ils ne veulent plus obéir. Ils insultent leurs généraux et pour les envoyer rejoindre Korniloff, coupable d'avoir voulu rétablir la discipline, même au moyen de la peine de mort, ils les ont fait voyager, faute de voitures cellulaires, dans des fourgons à

bagages. A la bonne heure ! Voilà ce qu'on peut appeler des défenseurs conscients. Ils savent ce qu'ils font. Et quand ils refusent d'aller se battre contre l'Allemand envahisseur, pillard et incendiaire, ils sont des idiots et des lâches. Le général Alexeief, chargé d'aller représenter la Russie à une conférence interalliée, qui va se réunir prochainement, a déclaré que si les faiblesses que trahissait à l'intérieur et à l'extérieur, l'organisation révolutionnaire russe continuaient, il était inutile qu'il partît, car il n'aurait aucune garantie à donner de la force et de la volonté combatives de la Russie. Et que, dans ce cas-là, il valait mieux s'abstenir de figurer à la conférence parce qu'il découlerait de cette situation un trop grand abaissement du prestige de la nation russe.

Il est de fait que si les corps d'armée, et les flottes de nos alliés continuent à ne pas vouloir combattre, on se demande ce qui pourrait empêcher les Allemands d'aller à Petrograd. Et s'ils y vont, on peut se douter des richesses qu'ils auront la facilité d'en rapporter. Quel pillage, justes Dieux ! Les Allemands doivent frémir rien que d'y penser. Voilà qui les indemniserait de n'avoir pas pù mettre Paris à sac. Et, si les errements suivis dans

l'armée russe à la suite de la révolution persistent, on se demande quel obstacle pourrait arrêter les Teutons sur la route qui conduit à la capitale de Pierre-le-Grand.

*
* *

A beau mentir qui vient de loin. Quand on vous lâche des termes en langue russe on a de la facilité pour éblouir ou égarer les gens. Qu'est-ce que, au juste, signifie cette expression *Soviet*, qui revient sans cesse, dans les communiqués sur la politique russe et qui paraît désigner une des autorités les plus considérables de la Russie. Soviet? Quand on a dit : Soviet, on paraît avoir prononcé le mot prestigieux qui signifie pouvoir suprême. J'ai demandé ce que c'était qu'un *Soviet*, à un Russe qui m'a répondu : Un Soviet? mais c'est comme qui dirait un club, un comité révolutionnaire constitué, formé, rassemblé par lui-même, et fort des pouvoirs qu'il s'est donnés. Il m'est apparu que ce Soviet, composé d'ouvriers qui ne veulent pas travailler et de soldats qui ne savent plus se battre, était une sorte de Comité central de la garde nationale, en 1871, dirigeant de haut les délibérations de la Commune de

Paris et lui imposant ses volontés. Le Soviet, les Soviets, car à présent, il y en a partout, ce n'est rien, et c'est tout. Rien de légal, car ceux qui le composent, se sont agglomérés autour d'une forte tête ou d'une forte gueule et ils tranchent, rognent, ordonnent ou empêchent ce qu'il leur plaît, ou déplaît. Les Juifs y dominent. Je n'y vois, pour ma part, aucun mal. Mais il me déplaît que ces Juifs aient tous changé de nom, et se soient masqués de noms russes. Tchernov, l'adversaire de Kerensky, est juif et se nomme Feldman, de même Steklov, qui a rédigé et imposé le bulletin n° 1, le fameux Prikase qui a aboli la discipline dans l'armée, et fait tomber à rien, à moins que la boue, les belles troupes de Broussilof, ce bandit se nomme Nahienkes. Et maintenant, il n'est plus question en tout et partout, que de Soviet. Et un Soviet, ce n'est rien qu'un ramas de déserteurs et de grévistes. Voilà par quoi la Russie est gouvernée depuis la Révolution. On s'en douterait, de reste, à voir les résultats de ce magnifique mouvement populaire. La société russe était comme un beau lac aux eaux brillantes. Un cyclone en a bouleversé la surface. Et tout le fond fangeux, croupi, empoisonné est remonté à fleur d'eau. Et cela donne le poison qui infecte toute la Russie, la

paralyse, et la mène à la mort. Voilà le Soviet. On voudrait bien nous en doter. Mais cela ne réussirait pas cinq minutes, dans notre pays. Et l'admirable Kerensky, avec toute sa faconde, et toute sa hâblerie révolutionnaire, ne serait pas longtemps à parader sur son tréteau, avec Tseretelli et son Tseretschenko. Ici notre Soviet, c'est la C. G. T. Mais elle n'a qu'un pouvoir très limité. Heureusement pour nous, et même pour elle.

*
* *

Mata-Hari, la danseuse indienne, souple et nue, sous ses parures, qui s'étirait comme un serpent sur la scène, a fait sa dernière apparition. Elle a été fusillée, hier, à Satory, comme espionne. Ce fut la véritable espionne des romans populaires : immatriculée par la police, chargée de missions clandestines, et rendant au pays qui la payait richement de sérieux et abondants services. C'est un jeu à se faire casser la tête. Elle l'a bien vu. Elle est du reste morte crânement, sans se laisser bander les yeux. Et douze lingots de plomb ont troué ce magnifique corps de femme, qui était celui d'une fameuse coquine.

*
* *

Décidément les séances secrètes sont la mort des ministères. Le cabinet Briand a succombé à une série de séances secrètes dont on a su, du reste, tout ce qui s'y était dit — Le cabinet Painlevé a, lui aussi, du plomb dans l'aile, du fait d'une séance secrète. Le mystère ne réussit pas au Parlement. En lisant dans les journaux les récits de ces palabres masquées, avec accompagnement de lanternes sourdes, dans ma mémoire chantait ce refrain d'opéra :

> A Venise, sachez vous taire!
> Chantez-y, mais n'y parlez pas!

Ah! Ce ne sont pas les maîtres-chanteurs qui manquent! Plus rares, ceux qui ont de la voix!

*
* *

On a, dans le public, la sensation que la période héroïque de la guerre se modifie fâcheusement dans le sens anecdotique et potinier. On en est à la période des ragots. Que d'histoires vraies ou fausses sur les hommes en vue. Plus

fausses que vraies. Car si ces pauvres gens faisaient tout ce qu'on leur reproche, nous en serions revenus à l'époque du Directoire, avec une foule de Barras et quelques madame Tallien. Notre sombre guerre s'éclaire, un peu trop de rose. La rudesse spartiate du début me plaisait mieux. Tout cela s'en est allé avec le père Joffre. Les Épigones n'ont pas fait oublier le vieux chef. Ils ne se sont pas montrés supérieurs à lui, malgré leur valeur et leur ambition. Ils n'ont rien gâté de ce qu'il avait préparé. C'est tout. Ce n'est peut être pas assez pour légitimer toutes les couronnes de fleurs qu'ils ajoutent à leurs couronnes de lauriers. Et les Allemands sont toujours à Saint-Quentin. Pendant ce temps-là le Parlement joue aux quilles avec les ministres, et leur envoie des boules dans les jambes. C'est un divertissement très apprécié des joueurs, moins des ministres. Mais il faut bien savoir supporter quelques petites choses pour être au pouvoir. M. Malvy endure difficilement que le satisfecit que le ministère et la Chambre viennent de lui décerner pour le laver des accusations de Léon Daudet, ne soit pas transformé en apothéose. Il lui faut une seconde séance pour son affaire, et une interpellation générale, et la tête de tous ses détracteurs. Il en demande trop. Il

finira par lasser la sympathie de ses camarades de la République, et si on le voit tel qu'il est, sans le charme que lui confère le prestige parlementaire, il fera une assez fâcheuse figure. Car ce n'est pas une fleur que le citoyen Malvy. Et il faudrait en ce qui le concerne suivre le conseil de Voltaire :

Glissez, mortels, n'appuyez pas !

Et justement, il appuie beaucoup et même trop !

*
* *

Après une alarme très chaude, le cabinet Painlevé a triomphé au Parlement et reste avec une très forte majorité. On a rendu justice aux qualités du Président du Conseil, à sa bonne foi, à son désir de bien faire, à sa probité. Et il reste avec une majorité accrue. C'est fort bien, mais alors il faudrait s'occuper de modérer l'ardeur avec laquelle le Parlement entier conspire contre celui qu'elle comble de ses votes. Il y a là de l'incohérence. Sans doute est-ce pour n'en pas perdre l'habitude. Nous approchons de la fin de la guerre. Tout le prouve. L'agitation des Allemands qui cherchent à amorcer des négociations de

quelque façon et avec qui que ce soit. Il est parfaitement clair que, désormais, la partie est perdue pour eux en Occident. Et c'était là, pour eux, la grosse affaire. Ils vont chercher à se dédommager du côté de l'Orient. Mais il faudra voir si le monde coalisé contre eux leur permettra de constituer un Empire formidable, au centre de l'Europe, en annexant un tiers de la Russie, et en préparant la conquête de la Suède, de la Norvège et de la Hollande. Car ces neutres absurdes, qui ont depuis trois ans fait tous leurs efforts pour ravitailler les Empires centraux en desservant de toute leur puissance la Russie qui ne les menaçait point, vont tomber sous la coupe de l'Allemagne qui sera pour eux un bien autre ennemi. Si la Livonie et l'Esthonie restent à l'Allemagne, la Suède et la Norvège peuvent dire les dernières prières sur leur indépendance. A moins que les Alliés ne s'interposent. Et pourquoi s'interposeraient-ils? Les Suédois et les Norvégiens, ajoutons-y les Hollandais, n'auraient-ils pas mérité leur destin? Bois, papier, fer, viande, lait, cuir, etc..., tout ce qui se mange et s'exploite, les vivres et les matières premières ont été fournis par les Scandinaves aux Allemands. Aujourd'hui, devant la débâcle russe, ces neutres, si peu neutralisés, s'émeu-

vent et se demandent ce qui va leur arriver. Vraisemblablement, ce que nous permettrons qu'on leur fasse subir. Et ils devront se féliciter qu'il nous paraisse intolérable que la Scandinavie serve de base navale à l'Allemagne pour attaquer l'Angleterre. En attendant, les Russes n'ont défendu d'aucune manière les abords de Riga. L'île d'Œsel a été occupée par eux, et il est question de transporter le siège du gouvernement de Petrograd à Moscou. Cela est excellent. C'est du jour où le Gouvernement français a été transféré de Paris à Bordeaux que nos affaires se sont modifiées au début de la guerre et que nous avons remporté la décisive victoire de la Marne. La route de Riga à Petrograd, compte, pour une armée qui voudrait se battre, plus d'une position où l'invasion allemande pourrait se briser. Mais il va de soi que ce n'est pas avec des troupeaux d'hommes désorganisés par les Soviets qu'un pareil résultat pourrait être obtenu. M. Kerensky fera bien de laisser le Prikaz n° 1 aux bords de la Néva, où il a pris naissance sous l'inspiration de Lénine, le Juif allemand, soufflé par Ludendorff. Il fera bien aussi de remettre à la tête de l'armée, les hommes qui savaient la commander : les Broussiloff, Roussky, Alexeief et Ivanof. Je le crois assez

intelligent pour s'être rendu compte de l'effet que sa révolution avait produit dans l'univers. La leçon de choses, comme on dit, a été complète. Il a suffi de quatre mois d'anarchie démagogique pour réduire à rien un Empire formidable, et cela pour des années, si l'ordre et la discipline ne sont pas imposés au peuple et à l'armée.

*
* *

L'aide, que nous apportent les Américains, sera, au point de vue politique et militaire, d'une puissance admirable. Au point de vue économique, elle sera moins heureuse. Déjà les Anglais avaient fait monter les prix d'un quart, dans notre pays, avec leur livre sterling. Les Américains avec leur dollar ont fait quadrupler les prix. Là où nous avions l'habitude de donner un franc, ils donnent un dollar. Et ils trouvent tout pour rien. D'où un renchérissement des produits de consommation et des objets nécessaires qui ira en s'accentuant jusqu'à un krach énorme de la vente par suite de l'abstention des acheteurs. Il faut se rendre compte de ce qui se passe pour l'alimentation.

Je ne parlerai pas de l'augmentation du prix

du beurre qui vaut de quatre à cinq rancs la livre, on nous le promet pour dix francs, cet hiver, ni du renchérissement des pommes de terre, malgré une abondante récolte, ni du prix des salades et des œufs, et du lait. Je me bornerai à faire remarquer, pour l'instruction des générations à venir, qui en seront sans doute stupéfaites, qu'un lapin de garenne, qui, en temps ordinaire, se vend cinquante sous, vaut six francs, un perdreau douze francs, un lièvre dix-huit francs. Et tout à l'avenant. La viande est hors de prix, et cependant les arrivages aux abattoirs sont considérables.

Expliquez cela, autrement que par les gabegies énormes des bouchers, si vous le pouvez. De même un cochon vaut cinq cents francs. Et pour l'engraisser, à deux mois, tout petit, il faut le payer soixante-quinze francs. La récolte du vin a été magnifique, le pinard n'en vaudra pas un sou de moins. Pourquoi? Parce que nous avons sur notre front, sous les armes, quatre millions d'hommes, tant Anglais que Français, qui n'ont pas l'habitude de boire du vin, en temps ordinaire, et qui en boivent abondamment, depuis qu'ils sont enrôlés. Il y a donc, en France, depuis trois ans, une grave crise économique que l'arrivée des troupes des États-Unis, ne va

pas améliorer. Il faudrait qu'ils apportassent de quoi se nourrir, comme on apporte son sucre, pour mettre dans sa tasse de café, lorsqu'on est invité à dîner chez des amis. Mais le fret sera réservé pour le transport des troupes et du matériel. Et les denrées alimentaires resteront en Amérique, au lieu de venir en France décongestionner le commerce local, qui trouve à cette situation des avantages admirables.

Le consommateur, lui, est moins favorisé. Il paye tous les objets de première nécessité avec des majorations excessives, qui rendent la vie extrêmement difficile. Chacun s'en inquiète pour l'avenir. Mais le présent seul sera influencé par cet état particulier, dû aux nécessités de la guerre et qui finira avec elle, non pas certes, du jour au lendemain, mais peu à peu. Le niveau normal tendra à se rétablir. Le gonflement exagéré des cours, diminuera. La hausse, dont les commerçants auront tant profité, s'affaissera, comme une rivière alimentée par des pluies excessives, et qui décroît jusqu'à devenir presque insuffisante.

Après avoir dédaigné la clientèle, les marchands la rechercheront. Ce moment marquera la fin de leur tyrannie et de leurs bénéfices exagérés. Il faudra revenir à la raison. Les Anglais et les Américains seront rentrés dans leurs pays et

le dollar ou la livre ne seront plus la monnaie de choix. Le pauvre et simple franc retrouvera ses droits, et réglera les cours. Alors on ne paiera plus les prix de guerre. Le commerce redeviendra conciliant, serviable et poli. Cela le changera beaucoup. Mais il y gagnera. Les consommateurs aussi.

*
* *

Peut-être finira-t-on, un jour par régler la question des loyers. C'est une affaire qu'on oublie facilement parce qu'elle est désagréable et qu'on ne sait comment en sortir. Il faudra cependant en sortir. Il y a trois ans qu'elle dure. Et des milliards sont en jeu. C'est beaucoup. Évidemment les locataires à qui le gouvernement a fait, au début de la guerre, le joli cadeau du moratorium, ont pris des habitudes qu'il sera très difficile de leur faire perdre. Le gouvernement, au lieu de trancher la question en déclarant, tout de suite, que qui peut payer doit payer, a fait de la démagogie, et, pour échauffer le zèle militaire de la masse, a admis que les petits locataires ne paieraient pas leur loyer. Allez le leur réclamer, à présent. De terme en terme, la

masse due augmente et les difficultés de règlement du même coup. L'ouvrier, qui gagnait six francs par jour, avant la guerre, en gagne dix-huit et ne paie pas son loyer, qui, lui, n'a pas augmenté. Quelle aubaine! Et le propriétaire, qui a ses impôts, son concierge, l'eau, le gaz, etc., à payer et qui ne touche aucun terme, est dans un cruel embarras, mais il est l'unité, tandis que les locataires sont le pluralité. Voilà pourquoi le gouvernement ne fait rien, et ne veut rien faire.

Il faudra cependant sortir de cette situation. Voilà la quatrième année entamée. Plus les pouvoirs publics attendront, plus la difficulté sera grande et plus le résultat sera désastreux. Je sais des gens très à leur aise, et habitant des appartements dont ils ne payent pas le loyer, qui espèrent toujours obtenir de la faiblesse du gouvernement, l'exonération de leurs obligations. Une loi déclarant que celui qui doit ne doit plus, voilà ce que des gens riches attendent et espèrent. Il se sera produit, au cours de cette guerre, dans la moralité courante de la bourgeoisie française, qui passait pour honnête et rigoureuse dans ses principes, des défaillances extraordinaires. L'âpreté au gain et la défense de la richesse s'y seront manifestées

avec une grande énergie. Certains ont tenu à leur argent, plus que d'autres à leur vie. Et l'héroïsme a été plus courant que le désintéressement. Des milliers de braves ont consenti à la mort. Très peu à la ruine. Et ce ne sont pas les plus pauvres qui ont été les plus dévoués.

*
* *

Hier, pendant que je stationnais à la porte d'un des plus somptueux hôtels de Paris, dans une rue aristocratique, j'entendais un homme de service, sur le pas de la porte cochère, qui tenait des discours incendiaires. « Oui! ce ne sont pas les muscadins d'officiers avec leurs culottes plissées et leurs belles bottes qui défendent le pays, ce sont les pauvres bougres, dans les tranchées. Les riches! Non! Ne m'en parlez pas! Ils sont tous embusqués! » J'ai eu envie de lui crier : Et Guynemer? Mais j'ai pensé qu'un pareil butor n'était pas digne qu'on lui répondît, et je l'ai laissé continuer à éblouir deux femmes de ménage et un palefrenier de sa faconde anarchiste.

*
* *

Décidément les raids de Zeppelins ne réussissent pas en France. Déjà nos artilleurs en avaient abattu un à Revigny. Hier cinq ont été mis à mal par nos canons et nos avions. Un d'entre eux avait atterri à Bourbonne-les-Bains, et le capitaine s'apprêtait à brûler son ballon, quand un chasseur, M. Boiteux, s'avançant, le menaça de son fusil, et le fit se rendre en compagnie de ses hommes. Voici donc un Zeppelin intact pour notre musée de guerre. Indépendamment de celui-ci, quatre autres ont été détruits, tombés à Sisteron, à Montigny et même dans la Méditerranée. Marseille a vu un Zeppelin survoler la Cannebière! Était-ce possible à prévoir. Ces cinq Zeppelins faisaient partie d'une escadre destinée au bombardement de l'Angleterre et qui, sa mission accomplie, s'en revenait lorsqu'elle fut prise par un courant de vent qui l'entraîna, dans la nuit, vers des directions insoupçonnées. Errants, les Zeppelins se perdirent, et furent surpris par nos aviateurs qui leur donnèrent la chasse. C'est un bel avantage remporté par nous et une

sévère leçon donnée aux massacreurs aériens. La revanche des femmes et des petits enfants !

*
* *

M. Ribot démissionnaire a laissé la place à M. Barthou, ministre d'État, qui devient ainsi ministre des affaires étrangères. Voilà donc réparée d'une façon complète l'injustice dont avait eu à souffrir le courageux défenseur du service de trois ans. Quelques radicaux socialistes et les unifiés lui avaient gardé rancune d'avoir forcé leur volonté et rendu, malgré eux, cet immense service à la France. Où en serions-nous, si nous n'avions eu que les deux classes à opposer à la ruée furieuse de 1914?

*
* *

On dit, on écrit, on assure que M. Ribot disparaît du ministère parce qu'il est l'homme qui a refusé les passeports pour Stockholm et qui a mis en mouvement l'action judiciaire contre Bolo. Et ce serait de ce double fait que le parti socialiste unifié lui garderait rancune et ce pourquoi il aurait préparé sa chute. S'il est

vrai, ce serait un grand honneur pour M. Ribot, et une admirable sortie d'un cabinet chancelant. Avoir refusé aux défaitistes de se rendre à Stockholm pour y serrer les mains fraternelles des Allemands qui assassinent les blessés dans les ambulances et les infirmières qui les soignent, est un acte méritoire dont on ne saurait assez tenir compte à l'honnête homme qui l'a accompli. Mais déchaîner la haine pour s'être opposé à ce que Lloyd George appelle le Boloïsme, qu'est-ce à dire?

A-t-on le droit de suspecter, en France, un seul parti, un seul homme dans un parti, de conserver quelque sympathie pour un Bolo, ou pour les comparses fangeux qui, à sa suite, trafiquaient du salut du pays? Certes, la politique n'est pas une belle chose, et en temps de guerre, alors que toutes les forces d'une nation devraient être groupées dans un faisceau de résistance, s'appliquer à les dissocier en subordonnant la défense nationale au triomphe des intérêts personnels, est une action bien misérable. Mais ne pas approuver hautement le ministre qui a exécuté l'aventurier et qui a empêché les Kienthaliens d'entraîner à Stockholm une fraction du parti socialiste unifié, c'est une véritable aberration.

*
* *

La bataille de la Malmaison, gagnée par la sixième armée sous les ordres du général Maistre et sous la haute direction du général Pétain, est une grande victoire. Déjà nous avons ramené plus de onze mille prisonniers dont deux cents officiers, cent cinquante pièces de canons, des minnenwerfers et des mitrailleuses innombrables, et un matériel immense. Les organisations des creutes étaient extraordinaires. Elles étaient dignes des Palaces-Hôtels les plus modernes. Salles de repos, de lecture, de jeux, de bains, avec eau chaude et eau froide, ascenseur, électricité, chauffage central. Ces messieurs s'étaient installés comme s'ils avaient dû rester toute la vie. A l'heure qu'il est, ils sont en pleine retraite de l'autre côté du canal de l'Aisne, et défendent les abords de Laon. C'est un beau succès pour nos armes.

*
* *

Les jours se suivent et ne se ressemblent pas. Après avoir remporté sur l'Isonzo de brillants

succès, nos alliés d'Italie viennent de subir un grave échec. Profitant des loisirs que l'incurie de l'armée russe leur donne, les Allemands et les Autrichiens ont, depuis deux mois, ramené sur le front italien des troupes et du canon. Nous avions prévu l'orage qui s'amoncelait sur la tête de nos voisins. Il ne fallait pas être doué de supérieures qualités divinatoires pour se rendre compte de ce qui se préparait. Hindenburg n'était pas homme à négliger une occasion d'accabler les Italiens. Ceux-ci paraissent n'avoir pas résisté aussi énergiquement qu'on était en droit de s'y attendre. Leur aile gauche sous le général Cappello a été enfoncée et fortement bousculée. Il s'en est suivi un recul général du front de l'armée entière, qui de l'Isonzo s'est repliée sur le Tagliamento. Il en a coûté un grand nombre de prisonniers et un matériel immense. Si nous nous en fions aux communiqués italiens, il y aurait eu une défection préparée à l'avance et obtenue par la trahison que nous n'en serions pas étonnés. Nous savons, à présent, comment l'Allemagne a opéré en Russie pour aider la révolution à éclater, et une fois le désordre établi dans l'armée et dans la population, y propager l'anarchie. L'Allemagne a essayé de recommencer la même

manœuvre en Italie. Mais elle s'est heurtée au patriotisme parlementaire et à l'intelligence populaire qui, en un instant, ont compris que la première chose à faire c'était de ne pas se laisser battre. L'armée s'est donc reprise, et les partis se sont accordés. L'union s'est faite et dès lors l'Italie ne court plus aucun danger. Il n'y a de peuple menacé que celui qui s'abandonne. Les Italiens ont réagi immédiatement. La troisième armée commandée par le duc d'Aoste qui occupait le Carso a opéré une brillante et vigoureuse retraite. Elle n'a laissé en arrière, ni un canon, ni un homme, et s'est repliée, avec le gros de la première et de la seconde armées derrière le Tagliamento. Sera-ce suffisant? C'est ce que l'arrivée des renforts anglais et français décidera? Déjà le général Foch, qui probablement commandera en chef, est arrivé à Rome. Il y sera rejoint par MM. Lloyd George et Painlevé. De très importantes décisions vont être prises. Il est possible que cette offensive allemande, en changeant de terrain la bataille, produise un tout autre effet que celui qu'elle cherchait. La guerre de manœuvre pourra succéder, dans le vastes plaines d'Italie, à la guerre de position, et enfin il sera possible de livrer une bataille stratégique.

Il a été impossible, depuis la bataille de la Marne, de mettre en ligne, dans un espace découvert, une armée française contre une armée allemande. Les Allemands se sont enterrés et n'ont plus voulu, une seule fois, se fier à la manœuvre, rompant avec les théories du vieux Moltke, de Bernhardi, et de tous les généraux allemands comtemporains. Vont-ils s'être exposés, à ne pas pouvoir refuser le combat? C'est ce que, depuis deux ans, nous n'avons pas cessé de désirer, convaincus que nous sommes d'une victoire décisive. Jamais, à l'heure présente, les Allemands ne tiendront pied devant nos troupes. Ils le savent et n'ont pas voulu le risquer. Depuis la course à la mer, consécutive à la bataille de la Marne et qui fut caractérisée par les batailles de l'Aisne et de l'Yser, pas une fois, dans une seule rencontre, les Allemands n'ont eu le dessus. Nos poilus sont sûrs de leur ascendant moral. Ils l'ont prouvé à Verdun, à Soissons, à Craonne, à la Malmaison, partout où il a fallu jouer de la baïonnette. Si donc les Allemands se sont laissé entraîner à une offensive de grand style, croyant n'avoir affaire qu'à l'armée italienne, et si, pris dans l'engrenage, ils sont contraints de combattre les Italiens et les Anglo-Français, la guerre

peut se terminer dans la plaine vénitienne. Le fameux quadrilatère, qui a tant servi à Napoléon de champ de bataille, va revoir la défaite de l'Autriche et la fin de l'entreprise de brigandage allemande. Il ne faut pas oublier qu'une armée battue sur la Piave est rejetée sur le Trentin et sur Laybach. C'est la route de Vienne ouverte. Pour Bonaparte elle a eu pour première étape Tolentino où l'on a traité. Puissions-nous profiter de la chance qui mettra un champ-clos à notre disposition pour affronter les Austro-Allemands. Notre courage et le talent de nos généraux feront le reste.

*
* *

Le fameux complot, dont le ministère Painlevé aurait voulu faire le contrepoids de toutes les infamies Duval, Almereyda, Landau, Marion, Bolo, etc..., se termine par un non-lieu. M. Painlevé n'a pas de chance. Il demande partout des conseils. On les lui donne mauvais. Et il les suit avec énergie. C'est un magnifique mathématicien. Mais quel piètre politique! Ah! Quelle erreur pour les gens intelligents de se croire aptes à tout. La vérité c'est que, pour les spécia-

lités, il faut des spécialistes. Aujourd'hui, la politique, c'est une profession. On ne s'improvise pas homme politique. On apprend à l'être. Et il y a des gens qui n'apprennent jamais. Or, en ce moment, nous sommes engagés dans des affaires tellement graves qu'il n'est pas possible d'y faire son apprentissage. Il faut confier les affaires à des hommes éprouvés pour se garantir contre les mécomptes. A moins de mettre la main sur une individualité exceptionnelle, comme un Lloyd George. Mais c'est très rare, l'homme nécessaire paraissant à l'heure marquée par le destin.

Les Anglais ont une chance extraordinaire. Ils ont eu William Pitt contre Napoléon, et Lloyd George contre l'Allemagne. Nous, dans l'ordre politique, nous n'avons personne. Heureusement, nous avons des chefs militaires de tout premier ordre. Politiquement, les Allemands nous ont été, tout le temps, très supérieurs. Militairement, ils nous sont très inférieurs, j'entends au point de vue du commandement. Car le soldat, encore que moins bon que le nôtre, s'est très bien battu, et se battra bien jusqu'au dernier moment. Mais ce n'est pas le poilu ! Et, si on livre des batailles en Italie, on va pouvoir comparer.

*
* *

On vient de me dire que si les Italiens avaient été battus sur l'Isonzo, c'est parce qu'ils avaient assez de la bataille.

L'admirable campagne défaitiste, qui avait été organisée en France, et dont toutes les pourritures empoisonnent, en ce moment, l'air de notre pays, avait été poursuivie, en même temps, en Italie. Seulement le terrain était bien plus favorable qu'en France pour la propagande antipatriotique. Il y avait en Italie un parti neutraliste, très puissant, recruté parmi les partisans de M. Giolitti, et qui n'avait jamais accepté la guerre avec la ferveur nationaliste des socialistes français.

Travaillés activement par M. de Bulow, découragés par les cléricaux et par l'aristocratie, il y a eu de regrettables faiblesses, parce qu'on leur avait dit que c'était le meilleur moyen de finir la guerre. Ils se sont donc abstenus de toute résistance, et ils ont laissé écharper leurs camarades qui se battaient bravement dans leur secteur, pendant qu'ils abandonnaient, eux, leurs positions. C'est exactement ce qui s'est passé en Russie, avec la révolution en moins. A présent

que les Italiens se rendent compte du résultat de leur manœuvre et qu'ils voient flamber à l'horizon, leurs villes et leurs bourgs, incendiés par l'ennemi, il y a lieu de penser qu'ils vont se reprendre et combattre comme de braves gens. Il leur faudra des prodiges d'héroïsme pour faire oublier à leur patrie, et à leurs alliés, la faiblesse d'un jour qui livra l'Italie à l'invasion.

* * *

L'affaire de trahison prend une très mauvaise tournure. Il s'y mêle des éléments politiques et judiciaires qui lui donnent une gravité exceptionnelle. Des noms de personnages importants y sont mêlés. Je ne parle pas du calamiteux Turmel, avec sa finasserie d'huissier de province, ni du Pacha Bolo, ex-garçon de café, parvenu par les plus louches chemins à une situation de chevalier d'industrie, qui pouvait le conduire à la grande fortune ou au bagne. Ceux dont il s'agit sont de bien plus grands seigneurs, des champignons magnifiques poussés sur le terreau républicain : M. Joseph Caillaux et le Président Monnier. Pour que M. Clemenceau mette la griffe et la dent aux mollets de M. Caillaux, il

faut qu'il soit bien sûr de son affaire. Et si M. Clemenceau est sûr de son affaire, Caillaux ne sortira pas du corps à corps sans graves blessures. Déjà il vient de prendre l'offensive et de rappeler à Clemenceau un des plus mauvais souvenirs de sa carrière : l'affaire Norton. L'audace de Caillaux se marque dans cette bravade d'une façon éclatante. Il défie le tigre qui vient de le menacer. Il faut, dans ces cas-là, avoir en main la barre de fer rougie du dompteur, mais il y a gros à parier que Caillaux n'est armé que de son insolence. Or, il devient nécessaire que les scélérats, quels qu'ils soient, si puissants qu'ils soient, rendent compte de leurs crimes. Car il est temps de cesser de considérer comme d'aimables peccadilles les crimes les plus effroyables et ce sont ceux contre la patrie, parce qu'ils sont commis par des hommes politiques. La politique n'est pas une atténuation, c'est une aggravation. Nul n'est obligé de faire de la politique. Et quand on en fait, on doit subir les risques de l'aventure.

Il semble, depuis que le régime parlementaire existe dans notre pays, que le fait d'être député ou sénateur confère une sorte d'immunité qui met ceux qui en sont revêtus, au-dessus des lois. Un député ou un sénateur devient un

être sacré, qui ne doit même pas être discuté. Évidemment c'est très commode pour les hommes politiques. Mais c'est déplorable pour le régime. Cela le dégrade, l'avilit, le rend un objet de mépris ou de haine. On entend dire couramment : « Un tel ? Ah ! S'il n'était pas député ! » Et c'est vraiment intolérable.

Jamais plus favorable occasion de faire rentrer dans la règle d'égalité les personnages politiques ne s'offrira que celle dont nous nous occupons en ce moment. M. Monnier a été déféré à ses pairs pour être jugé. Pourquoi M. Humbert et M. Caillaux ne subiraient-ils pas la même épreuve que M. Turmel ? S'ils sont innocents de ce dont ils sont accusés si véhémentement, ils sortiront du conflit plus puissants qu'ils n'ont été. Si on ne les met pas à même d'établir leur innocence, jamais ils ne se laveront complètement des soupçons qui pèsent sur eux. Et ce sont de terribles soupçons.

L'un aurait trafiqué des destinées de sa patrie dans des intérêts financiers. L'autre aurait accepté de l'argent allemand pour acheter un journal français. Il faut que ces affaires-là soient tirées au clair. Nous nous battons pour le plus haut idéal qui puisse enflammer l'humanité : la défense du droit et le respect de la liberté. Un tel combat

ne doit pas avoir lieu dans un égout et les pieds dans la fange, mais à l'air pur et sous le grand soleil.

*
* *

Premier pas fait sur la voie de la justice pour tous : M. Leymarie, ancien chef du cabinet de M. Malvy, ancien directeur de la Sûreté générale, déjà mis à pied pour l'affaire du chèque Duval, vient d'être inculpé. Cette décision qui implique M. Leymarie dans la poursuite contre Duval, Marion et compagnie est d'une grande importance. M. Leymarie était l'homme de confiance de M. Malvy et le véritable ministre de l'Intérieur. Il était le représentant de M. Caillaux auprès du gouvernement. Toucher à M. Leymarie, c'est toucher à MM. Malvy et Caillaux. M. Painlevé l'a osé. C'est peut-être un détestable président du Conseil, mais c'est un homme courageux et honnête. Par le temps qui court, on n'en trouve pas de rechange.

*
* *

On nous annonce qu'un comité militaire interallié vient d'être constitué avec le général Foch, comme président. Il était, de toute évi-

dence, impossible que chacun tirât de son côté, dans le camp de l'Entente, pour mener la guerre séparément. Combien de fois, depuis deux ans, avons-nous déploré ici que les Italiens s'entêtassent à faire ce qu'ils appelaient : « nostra guerra » et combien de fois la censure a-t-elle coupé ce que nous en disions pour faire remarquer à quel point cette façon d'agir était nuisible ? Mais avec la censure, c'est toujours la même chose. Elle commence par défendre quand l'avis pourrait être utile. Elle finit par autoriser quand il est trop tard. Depuis le commencement de la guerre, c'est ainsi. Il a été impossible de parler de la Bulgarie, avant sa trahison achevée, de la Grèce, même après que Constantin avait été pris nous tirant dans le dos, de la Russie, pendant toute la durée de la guerre, alors que ces misérables idiots commençaient leur orgie révolutionnaire, qui les mène aux désastres.

A présent c'est de l'Italie qu'il est interdit de parler. Cette politique d'autruche, qui consiste à se cacher la tête pour se donner la sensation qu'on n'est pas vu, nous a coûté déjà bien cher. Il sera curieux de voir si elle sera poursuivie jusqu'au bout. A l'heure actuelle nous ne savons rien de ce qui s'est passé sur l'Isonzo. Les racontars les plus invraisemblables circulent

dans le public. Rien de sérieux, d'officiel n'a été publié sur le désastre subi par la gauche italienne. Les Allemands prétendent dans leurs communiqués qu'ils ont fait deux cent mille prisonniers, et capturé 600 pièces de canon. Les défaitistes français, livrés à eux-mêmes, clament que l'armée italienne a perdu quatre cent mille hommes, et dix-sept cents pièces d'artillerie, dont l'artillerie française et anglaise. On voit ce que permet l'absence de renseignements précis. Toutes les exagérations sont favorisées, et l'effroi des populations augmente sans qu'on puisse réagir.

L'annonce de la constitution d'un comité interallié fera un effet excellent, au milieu de ce désarroi. Il est évident qu'un chef, comme Foch, qui a été si ferme, si lucide à la Marne et sur l'Yser, donnera toute garantie aux alliés et facilitera la subordination aux brillants généraux de l'armée italienne par son ancienneté et l'éclat de ses services. A moins de leur donner Joffre, comme président du comité de guerre, on ne pouvait pas trouver mieux que le héros des marais de Saint-Gond et de la prise de Noisement. Il faut attendre beaucoup de la guerre en Italie. Enfin, il va sans doute être possible de manœuvrer et de livrer une bataille stratégique. Les Italiens, sous les yeux des Anglo-Français,

voudront se relever de leur faiblesse du Tagliamento. Et si nous gagnons une ou deux belles batailles dans les plaines de la Vénétie, on verra les conséquences que ces avantages auront sur la durée de la guerre. Espérons donc et attendons. Quoi qu'il arrive nous ne pouvons plus être vaincus.

*
* *

Les révolutionnaires russes, non contents d'avoir bouleversé tout le pays en renversant l'ordre constitué, viennent de faire une révolution contre la Révolution. Ces gens-là exagèrent ! Ils ne s'étaient pas trouvés satisfaits d'avoir plongé la Russie dans l'anarchie. Kerensky, Tchérestchenko ne leur suffisaient pas comme délire politique. Il leur a fallu le grand jeu de Lénine et de ses complices qui sont les agents salariés de l'Allemagne. On dit que Kerensky, arrêté dans sa fuite, est sous les verroux. Le comité des Soviets a donné ordre aux généraux et aux soldats de ne plus obéir à leurs chefs et de ne reconnaître d'autre autorité que le Soviet de Pétrograd. Tous les généraux qui n'auront pas l'estampille de ce comité, passeront pour complices de Korniloff car, à l'heure qu'il

est, le brave et excellent Korniloff est le bouc émissaire de la réaction contre les traîtres, les mouchards et les idiots qui composent les Soviets. Un de ces matins, les Cosaques vont se réunir, se grouper, prendre un chef et fondre sur cette tourbe de maximalistes, pendre les chefs et disperser la masse à coups de knout. Et tout rentrera dans l'ordre. Mais, comme spectacle révolutionnaire, la Russie nous montre ce qui peut exister de mieux. C'est de la super-révolution ou de l'hyperanarchie.

*
* *

Pendant ce temps-là les Italiens qui doivent à ces bons Russes le désastre qui les accable, reculent en combattant vers l'Adige, et Venise est menacée. Venise! Cette beauté sans rivale, aux mains des Barbares ! Qu'en restera-t-il? Que vaudra Saint-Marc, et la Salute et la Cadore pour des brigands qui viennent de mettre Reims et sa cathédrale dans l'état que l'on sait ? Enfin! C'est au Soviet que nous devrons ces bienfaits. Sachons nous en souvenir. Les yeux, en se portant sur ce coin de terre italienne, sont frappés par des noms qui correspondent à toutes les grandes actions des guerres napoléoniennes :

Bassano, Vicence, Conegliano, Padoue, Trévise et tant d'autres. On dirait l'armorial de l'Empire. On marche sur les maréchaux! L'armée italienne barre la route aux Allemands, depuis les sources de la Piave jusqu'à la mer. C'est la bataille stratégique qui se développe, avec charges de cavalerie, mouvements tournants, et emploi des auto-canons. Un comité de guerre composé des généraux Wilson, Cadorna et Foch suit ces opérations pour fournir aux chefs d'armée tout ce dont ils peuvent avoir besoin. Il siège à Versailles. Tel Carnot, quand il envoyait de Paris des plans à Bonaparte pour sa campagne d'Italie. On ne dit pas que Bonaparte en ait jamais suivi un seul. Il est vrai qu'à cette époque il n'avait ni le télégraphe, ni le téléphone. N'importe! A trois cents lieues du champ de bataille que d'occasions d'agir utilement on doit perdre! L'occasion qui s'offre est fugitive et ne se retrouve jamais. J'aimerais mieux Foch sur l'Adige qu'en Seine-et-Oise. Mais il paraît que c'est Fayolle qui commande. Et c'est un chef.

*
* *

Le coup que l'on attendait des Léninistes, vient d'être porté par le comité des Soviets,

autrement dit par les maximalistes de Petrograd. Ils offrent, au nom des travailleurs et des soldats révolutionnaires, la paix aux belligérants. Un armistice arrêtera la guerre, pour trois mois, et pendant ce temps-là, les Allemands auront le temps de respirer, de travailler à ruiner l'unité de l'Entente, afin d'échapper à l'étreinte prochaine de la coopération américaine. Voici du reste ce morceau :

Le gouvernement des ouvriers et des paysans, créé par la révolution des 6 et 7 novembre, et qui s'appuie sur le Conseil des ouvriers et des soldats, propose à tous les belligérants de commencer aussitôt des pourparlers en vue d'une paix juste et démocratique. Le gouvernement est d'avis qu'une paix juste et démocratique, qui est désirée par la majorité des classes ouvrières de tous les pays belligérants, qui sont épuisés, ruinés par la guerre, paix que les ouvriers et paysans russes ont demandée après la chute de la monarchie, doit être une paix immédiate sans annexion, c'est-à-dire une paix sans appropriation par la violence de territoires étrangers et sans conquête de vive force de nationalités étrangères, et une paix sans contribution.

Le gouvernement propose à tous les belligérants de conclure une telle paix en se déclarant prêts à faire, sans tarder, toutes les démarches énergiques nécessaires, jusqu'à ce que les plénipotentiaires de tous les pays et de toutes les nations aient approuvé définitivement toutes les conditions de cette paix.

Par annexion ou appropriation de territoires par la violence, le gouvernement entend, conformément au sens du droit de la démocratie en général et des classes ouvrières en particulier, toute annexion d'une nationalité, petite, faible, par un État grand et puissant sans le consentement de cette nationalité et indépendamment de son degré de civilisation et de sa position géographique en Europe ou dans un pays d'outre-mer.

Si une population quelconque est retenue par la violence par un État quelconque ou si le droit au plébiscite lui est refusé contre sa volonté, telle qu'elle se manifeste dans la presse, par les assemblées nationales, les résolutions des partis ou par les soulèvements ou les insurrections contre les oppresseurs ; si en outre, on refuse de retirer les troupes en garnison ou si on n'accorde pas à la population le droit d'organiser sa forme de gouvernement, un tel état de chose constitue une annexion ou une approbation par la violence.

Le gouvernement pense que la continuation de la guerre pour le partage des petites nationalités vaincues entre les nations riches et puissantes est un grand crime contre l'humanité. Aussi déclare-t-il solennellement sa résolution de signer une paix qui mette fin à la guerre aux conditions mentionnées, juste pour toutes les nationalités.

En même temps, le gouvernement déclare que les conditions ci-dessus ne doivent pas être considérées comme définitives, c'est-à-dire que le gouvernement est d'accord pour examiner toutes les autres conditions de paix ; mais il tient seulement à ce que ces conditions soient présentées le plus tôt possible par chaque belligérant et à ce que ces conditions soient claires absolu-

ment et sans la moindre équivoque, sans aucun caractère secret.

De son côté le gouvernement s'abstient de toute diplomatie secrète et confirme sa ferme résolution de poursuivre les négociations de paix ouvertement devant le monde entier et de procéder à la publication de tous les traités secrets approuvés ou conclus par le gouvernement des grands propriétaires capitalistes depuis février jusqu'à novembre 1917. Le gouvernement déclare nul et non avenu le contenu de ces traités secrets en tant qu'ils cherchent, ainsi qu'il advient dans la plupart des cas, à octroyer toutes sortes de faveurs et de privilèges aux grands propriétaires et capitalistes, en maintenant les annexions faites par les grands Russes.

En invitant tous les peuples à ouvrir aussitôt ces négociations préliminaires, le gouvernement se déclare prêt pour sa part à réaliser ces négociations préliminaires par des communications écrites ou télégraphiques, par des conversations entre les délégués des différents pays ou des conférences entre ces délégués.

Pour faciliter ces conversations préliminaires, le gouvernement nommera des plénipotentiaires dans des pays neutres. Il propose aux gouvernements de tous les pays belligérants de conclure tout de suite un armistice qu'il croit devoir être conclu pour trois mois, temps suffisant pour mener les négociations à bonne fin.

Il propose, en outre, que les délégués de toutes les nationalités et nations mêlées à la guerre, ou qui durent la supporter, participent aux négociations de paix et que la Conférence des délégués de toutes les nations du monde soit convoquée pour approuver définitivement les conditions de paix préparées.

En faisant ces propositions de paix aux gouvernements de tous les belligérants, le gouvernement provisoire des ouvriers et paysans russes s'adresse particulièrement aux travailleurs des trois nations les plus civilisées et prenant la part la plus active à la guerre, à savoir l'Angleterre, la France et l'Allemagne.

Les travailleurs de ces trois pays ont rendu les plus grands services à la cause et au progrès du socialisme par l'institution de chartes en Angleterre, par la grande révolution du prolétariat français, par le combat héroïque des travailleurs allemands pour leur organisation. Tous ces exemples sont une garantie que les travailleurs de ces pays comprennent les problèmes qui se posent devant eux, problèmes de la libération de l'humanité des terreurs de la guerre, et que ces travailleurs par leur force et leur pleine abnégation nous aideront à mener à bonne fin l'œuvre de la paix pour délivrer toutes les classes de travailleurs de l'exploitation.

*
* *

Nous sommes à un tournant excessivement grave de la guerre. Visiblement les Allemands jouent leur va-tout. S'ils n'arrivent pas à terminer les hostilités avant le printemps, ils sont perdus. En dépit de la défaillance russe, la ténacité anglaise, le courage français, et l'immense effort américain auront raison, ne peuvent pas ne pas avoir raison de la rage désespérée des

Allemands. Déjà les présages sont funestes. L'empereur Charles, en entrant sur le territoire italien, est tombé dans un torrent et a failli s'y noyer. Guillaume de Normandie, débarquant en Angleterre pour y combattre Harold à Hastings, tomba de sa barque, sur le sable de la grève. Il saisit la terre de ses mains et cria : Sol anglais je te tiens, je ne te lâcherai plus ! Mais c'était un Normand et il avait l'esprit d'à-propos. L'empereur Charles, lui, s'est contenté de boire un coup. Cela n'annonce ni la victoire, ni la conquête.

*
* *

On se doutait que les Allemands, de concert avec certains politiques de notre pays, travaillaient à démoraliser l'opinion publique. On vient d'en avoir la preuve et d'une façon si éclatante que M. Caillaux a été arrêté et enfermé à la Santé. C'est une très grosse affaire qui commence. Les intrigues nouées depuis le commencement de la guerre, par M. Caillaux, avec les Allemands pour arriver à une paix rapide qui aurait été la ruine de l'influence française, avaient jeté l'inquiétude dans les esprits. Parallèlement avec le gouvernement, M. Caillaux

entretenait les rapports avec les ennemis et traversait les desseins de nos chefs politiques et militaires par des conceptions personnelles. En Italie, en Espagne, en France, des traces de ces tractations se manifestaient et étaient ardemment dénoncées par la presse officielle et officieuse. L'achat du *Journal* par M. Humbert avait été un des épisodes de cette campagne, dans laquelle, du côté allemand, apparaissaient Bernstoff, Jagow la Deutchbanck, et, du côté de l'Entente, Bolo, Lenoir, Desouches, Caillaux, Malvy, Leymarie et beaucoup d'autres. Le procès Bolo devant le 3e Conseil de guerre de Paris en se dénouant par la condamnation à mort du Pacha, a mis le feu aux poudres, et nous risquons de voir Caillaux, Leymarie et Malvy, passer devant la même justice militaire, qui ne badine pas, et connaît peu les circonstances atténuantes. Si nous ne nous raidissons pas contre la désorganisation que cette terrible guerre a jetée dans toutes les classes et chez tous les peuples, nous pouvons nous trouver, demain, dans la même situation que le peuple russe avec ses Soviets, ses maximalistes, et tous ses Lénine et autres Trotsky, chenapans à gages de l'ennemi, travaillant à pleins bras, au démembrement de leur pays. Lénine et

Trotsky payés par l'Allemagne pour lui livrer la Russie, ont gagné magnifiquement leur argent. La Russie est un corps mort, dont les Allemands, eux-mêmes, ne savent plus que faire. Ils voudraient annexer la Courlande, la Lithuanie, la Podolie, mais avec qui traitera-t-on? Qui est-ce qui détient le pouvoir? Personne, ou tout le monde, ce qui revient au même. On a affaire un jour avec la Roda, le lendemain avec les maximalistes, puis avec un chef militaire, puis avec M. Trotsky, qui déclare qu'on n'est plus en guerre, mais qu'on ne sera pas en paix. Arrangez céla si vous pouvez. Et pendant ce temps-là, l'Allemagne bat la semelle, se ronge d'impatience, en face d'une Pologne dont elle ne sait plus que faire, et d'une Courlande qui ne veut ni d'elle, ni de la Russie. En fin de cause, les plénipotentiaires de Brest-Litowsk, se décident à reprendre les hostilités, contre un peuple qui ne veut plus se battre, si ce n'est contre lui-même, et pour piller, incendier, assassiner, en buvant tout le vin des caves de la Grande et de la Petite Russie. La guerre mondiale, commencée par les Allemands, en envahissant la Belgique, en massacrant les neutres, en se riant des traités, devenus pour elle des chiffons de papier, se termine par

l'armement formidable des Anglais, l'entrée en lice des forces américaines, et la continuation héroïque de la résistance française. L'Allemagne qui se dit victorieuse ne sait quoi faire de ses conquêtes. Elle offre éperdûment la paix à chacun de ses ennemis qui ne veulent entendre parler que de combattre. Et ruinée, vidée, affamée, exaspérée, voit venir le jour où il faudra avouer qu'elle n'en peut plus, et subir les conditions de l'Entente. Destin auquel il est impossible, dès à présent, qu'elle se soustraie. Et elle le sait. D'où sa rage de destruction, qui la jette sur les navires avec ses sous-marins, sur les villes ouvertes avec ses avions, et les destructions, les massacres, les barbaries qui révoltent l'humanité.

FIN DU 17e FASCICULE

Saint-Denis
Imp. Ve Bouillant et J. Dardaillon

IMP. JULIEN FRAZIER, 43, R. LAFAYETTE, PARIS.